

TENDANCES MONDIALES DE L'EMPLOI

JANVIER 2004

Copyright © Organisation internationale du Travail 2004

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée au Bureau des publications (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

ISBN 92-2-215107-0

Première édition 2004

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Des catalogues et listes des nouvelles publications peuvent être obtenus gratuitement à la même adresse.

Avant-Propos

Tendances mondiales de l'emploi 2004 est le deuxième rapport annuel du BIT sur les marchés du travail dans le monde. Le premier a été publié en 2003, en réponse à l'intérêt manifesté pour une analyse approfondie et régulièrement actualisée de l'évolution des marchés du travail. Ce rapport fait partie d'une série de trois grandes études du BIT - *Tendances mondiales de l'emploi*, *Indicateurs clés du marché du travail* et *Rapport sur l'emploi dans le monde* - destinées à donner une vue d'ensemble des questions qui se posent sur les marchés du travail aux échelons mondial, régional et national.

La présente édition a été préparée par Dorothea Schmidt et Marva Corley, qui ont procédé à l'analyse des données avec l'aide de l'équipe des tendances de l'emploi et de membres du secteur de l'emploi. Des collègues de Genève et du terrain leur ont fourni de précieux renseignements sur les aspects régionaux et de fructueux échanges avec les bureaux régionaux et sous-régionaux de l'OIT ont enrichi leur analyse. Elles remercient en particulier Monica Castillo (Lima), Sandrine Cazes (Budapest), Martina Lubyova (Moscou), Elisabeth Morris (Bangkok), Sasithorn Santiwongsakul (Beyrouth), Reynold Simons (Port of Spain) et Jesper Venema (San Jose). Sara Elder, Harvey Clavien, Isabelle Guillet, Tariq Haq, Habib Millwala et Alan Wittrup ont contribué à l'analyse, l'organisation et l'évaluation des différents indicateurs du marché du travail et bases de données utilisés dans le rapport. Gustavo Crespi et Steve Kapsos ont fourni un appui technique pour l'élaboration du modèle économétrique et des estimations. Julia Lee et Christine Sutton ont assumé la partie administrative et secrétariat et Geraldeen Fitzgerald a relu le manuscrit. Ce serait un manque d'attention de ne pas remercier le Bureau de statistique du BIT (STAT) pour avoir donné l'accès aux évaluations nationales, et en particulier Messaoud Hammouya pour son appui lié à la base de données LABROJ du BIT. Le chef de l'équipe des tendances de l'emploi était Lawrence Jeff Johnson.

Le présent rapport examine l'évolution des marchés du travail en dégageant les grands problèmes qui concernent l'emploi à l'échelle mondiale et dans huit régions du monde. Il ne prétend pas formuler des recommandations sur les mesures à prendre pour surmonter ces problèmes. L'équipe s'est efforcée d'utiliser les statistiques les plus récentes sous réserve d'une actualisation des estimations mondiales et régionales au fur et à mesure que de nouveaux chiffres seront publiés par des sources nationales et internationales. L'accent est placé sur le comportement de l'emploi et du chômage ainsi que sur le chômage des jeunes et l'emploi des femmes au regard de la conjoncture économique et de la situation générale des marchés du travail dans le contexte mondial.

Table des matières

iii	Avant-propos
vi	Régions
vii	Abréviations et acronymes
1	Vue d'ensemble
6	Chapitre 1: Amérique latine et Caraïbes
9	Chapitre 2: Asie de l'Est
12	Chapitre 3: Asie du Sud-Est
15	Chapitre 4: Asie du Sud
18	Chapitre 5: Moyen-Orient et Afrique du Nord
21	Chapitre 6: Afrique subSaharienne
24	Chapitre 7: Economies en transition
27	Chapitre 8: Pays industrialisés
30	Notes techniques
32	Références

Répartition par région

Pays industrialisés

• Principaux pays Européen

Autriche
Belgique
Danemark
Finlande
France
Allemagne
Grèce
Islande
Irlande
Italie
Luxembourg
Pays-Bas
Norvège
Portugal
Espagne
Suède
Suisse
Turquie
Royaume-Uni

• Principaux pays non Européen

Australie
Canada
Japon
Nouvelle-Zélande
Etats-Unis

• Autres pays non Européen

Andorre
Chypre
Gibraltar
Ile de Man
Liechtenstein
Malte
Saint-Marin

• Autres pays non Européen

Groenland
Saint-Pierre-et-Miquelon

Pays en transition

• Europe centrale et de l'est

Albanie
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Croatie
République Tchèque
Hongrie
Pologne
Roumanie
Slovaquie
Slovénie
Macédoine, l'ex-République de
Yougoslave de

• Les Pays Baltes

Estonie
Lettonie
Lituanie

• Communauté des Etats indépendants

Arménie
Azerbaïdjan
Belarus
Géorgie
Kazakhstan
Kirghizistan
Moldova, République de
Russie,
Fédération de
Tadjikistan
Turkménistan
Ukraine
Ouzbékistan

Asie et le Pacifique

• Asie de l'est

Chine
Hong Kong, Chine
Corée, République
Populaire Démocratique
de
Corée, République de
Macao, Chine
Mongolie
Taiwan, Province de Chine

• Asie du Sud

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Inde
Maldives
Népal
Pakistan
Sri Lanka

• Asie du sud-est (y compris Mélanésie)

Brunei Darussalam
Cambodge
Timor oriental)
Fidji
Indonésie
Lao, République
Démocratique Populaire
Malaisie
Myanmar
Nouvelle-Calédonie
Papouasie Nouvelle
Guinée
Philippines
Singapour
Salomon, Iles
Thaïlande
Viet Nam

• Micronésie

Guam
Kiribati
Marianes du Nord, Iles
Les îles du Pacifique
(Territoire sous tutelle)

• Polynésie

Samoa Américaines
Cook, Iles
Polynésie Françaises
Samoa
Tonga
Tuvalu

Amérique latine et Caraïbes

• Caraïbes

Anguilla
Antigua-et-Barbuda
Aruba
Bahamas
Barbade
Bermudes
Iles Vierges Britanniques
Camares, Iles
Cuba
Dominique
Dominicaine République
Grenade
Guadeloupe
Guyana
Haïti
Jamaïque
Martinique
Montserrat
Antilles Néerlandaises
Porto Rio
Saint-Kitts-et-Nevis
Sainte-Lucie
Saint Vincent et les
Grenadines

Suriname
Trinité-et-Tobago
Turks et Caques, Iles
Iles Vierges des Etats-Unis

• Amérique Centrale

Belize
Costa Rica
El Salvador
Guatemala
Honduras
Mexique
Nicaragua
Panama

• Amérique du Sud

Argentine
Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Equateur
Falkland, Iles (Malvinas)
Guyane Française
Paraguay
Pérou
Uruguay
Venezuela

Afrique subsaharienne

• Central Afrique

Angola
Cameroun
Centrafricaine, République
Tchad
République du Congo
Congo, La République
Démocratique du
Guinée Equatoriale
Gabon
Sao Tomé et Principe

• Afrique de l'est

Burundi
Comores
Erythrée
Ethiopie
Kenya
Madagascar
Malawi
Maurice
Mozambique
Réunion
Rwanda
Seychelles
Tanzanie, République Unie
de
Ouganda
Zambie
Zanzibar
Zimbabwe

• Afrique du Sud

Botswana
Lesotho
Namibie
Afrique du Sud
Swaziland

• Afrique de l'ouest

Bénin
Burkina Faso
Cap-Vert
Côte d'Ivoire
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Libéria
Mali
Mauritanie
Niger

Nigéria
Sénégal
Sierra Leone
Sainte-Hélène
Togo

Moyen-Orient et Afrique du Nord

• Moyen Orient

Bahreïn
Djibouti
Iran (République Islamique
d')
Iraq
Israël
Jordanie
Koweït
Liban
Oman
Qatar
Arabie Saoudite
Somalie
Syrienne, République
Arabe
Emirats Arabes Unis
Rive occidentale et bande
de Gaza
Yémen

• Afrique du Nord

Algérie
Egypte
Libyenne, Jamahiriya
Arabe
Maroc
Soudan
Tunisie

Abréviations et acronymes

ADB	Asian Development Bank (Banque asiatique de développement - BAsD)
ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
BIT	Bureau international du Travail
CEE/ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (voir également UNCTAD)
CEI	Communauté des Etats indépendants
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
ECO	Europe centrale et orientale
ESCWA	Economic And Social Commission for Western Asia (United Nations) (Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale)
FMI	Fonds monétaire international (voir également IMF)
GET	Global Employment Trends (Tendances mondiales de l'emploi)
ICMT	Indicateurs clés du marché du travail (voir également KILM)
IDM	Indicateurs du développement dans le monde (voir également WDI)
IED	Investissements étrangers directs
IMF	International Monetary Fund (voir également – FMI)
KILM	Key Indicators of the Labour Market (voir également ICMT)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODM	Objectif de développement pour le Millénaire
OMC	Organisation internationale du commerce (voir également WTO)
PIB	Produit intérieur brut
PPTE	Pays pauvres très endettés
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
UE	Union Européen.
UN	United Nations (Organisation des Nations Unies - ONU)
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - CNUCED)
UNDP	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
UNECE	United Nations Economic Commission for Europe (voir également CEE/ONU)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
WDI	World Development Indicators (Banque Mondiale) (voir également IDM)
WTO	World Trade Organization (voir également OMC)

Stagnation de la situation de l'emploi 2003

Le retour de la croissance économique après deux années de récession n'a pas amélioré la situation de l'emploi dans le monde en 2003 (tableau 1). En effet, le chômage a légèrement augmenté malgré une progression de 3,2 pour cent du PIB mondial et une timide reprise du commerce international (3 pour cent contre 2,5 pour cent en 2002 ; OMC, 2003).

Le BIT estime à 185,9 millions le nombre de personnes qui étaient sans emploi et à la recherche de travail en 2003, ce qui représente une légère augmentation par rapport au chiffre révisé de 2002, qui était de 185,4 millions (tableau 1 et Tendances mondiales de l'emploi, 2003). Ce nombre est le plus élevé qui ait jamais été enregistré. L'augmentation a été très prononcée chez les jeunes, leur taux de chômage ayant grimpé à 14,4 pour cent (tableau 4), soit plus du double du taux de chômage global, qui est de 6,2 pour cent. L'emploi des femmes s'est très légèrement amélioré entre 2002 et 2003 (tableau 2) mais celles-ci font toujours partie des catégories les plus mal loties (figure 1).

Tableau 1
Le chômage dans le monde, 1993, 1998, 2000-2003 (en millions)

Year	1993	1998	2000	2001	2002	2003
Total	140.5	170.4	174.0	176.9	185.4	185.9
Hommes	82.3	98.5	100.6	102.7	107.5	108.1
Femmes	58.2	71.9	73.4	74.3	77.9	77.8
Jeunes, total	69.5	79.3	82.0	82.9	86.5	88.2
Jeunes hommes	41.2	46.9	48.5	49.1	51.3	52.4
Jeunes femmes	28.3	32.4	33.5	33.8	35.2	35.8

Source: BIT, modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2003; voir également les Notes techniques.

La détérioration de la situation de l'emploi s'est accompagnée d'un essor de l'économie informelle dans les régions en développement qui ont une faible croissance du PIB. Or les travailleurs du secteur informel risquent fort de devenir des travailleurs pauvres (gagnant insuffisamment pour se maintenir avec leur famille au-dessus du seuil de pauvreté de 1 dollar des Etats-Unis par jour), surtout dans les économies¹ dont le système d'assurance chômage ou les autres formes de protection sociale ne s'étendent pas à ce secteur. Le BIT estime qu'à la fin de 2003, le nombre de travailleurs vivant avec 1 dollar ou moins par jour était le même qu'en 2002, soit environ 550 millions. Si ce chiffre se maintenait, l'objectif de développement des Nations Unies pour le Millénaire (ODM) consistant à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015, ne pourrait être réalisé.

L'aggravation du chômage et du sous-emploi au cours du premier semestre 2003 est imputable à la lenteur de la reprise dans le monde industrialisé et aux conséquences de l'épidémie de SRAS sur l'emploi, non seulement dans les économies directement éprouvées mais aussi dans toute l'Asie. Au deuxième semestre, l'épidémie avait été maîtrisée et la croissance s'était accélérée tant dans la région asiatique que dans les économies industrialisées, ce qui s'est traduit par une légère remontée de l'emploi. Le secteur des voyages et du tourisme, encore sous le coup des attentats du 11 septembre, a été frappé de plein fouet par l'épidémie de SRAS et les retombées de la guerre d'Iraq. D'autres conflits armés et événements violents ont également contribué à l'aggravation du chômage et de la pauvreté dans le monde.

¹ Dans la présente publication, le terme d'« économie » désigne tous pays, zones ou territoires sur le marché du travail desquels le BIT dispose d'informations. Il n'implique de la part de celui-ci aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Tendances régionales

Les régions **industrialisées** ont surmonté le ralentissement économique et renoué avec la croissance, surtout au deuxième trimestre 2003. Toutefois, la mollesse de la création d'emplois et la persistance de taux de chômage élevés – de l'ordre de 6 pour cent – ont éclipsé la remarquable progression du PIB des Etats-Unis. Dans l'Union européenne, les marchés du travail de certains pays ont évolué dans le bon sens bien que le taux de croissance du PIB n'ait pas dépassé 1,5 pour cent. Le Japon semble être enfin sorti de sa longue crise mais il lui faudra sans doute du temps pour retrouver le taux de chômage inférieur à 3 pour cent qu'il avait enregistré au début des années quatre-vingt-dix.

Tableau 2
Taux de chômage par région et par sexe, 2001-2003

	2001			2002			2003		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Monde	6.1	6.3	6.0	6.3	6.5	6.2	6.2	6.4	6.1
Economies industrialisées	6.1	6.4	5.9	6.8	7.0	6.7	6.8	7.0	6.7
Economies en transition	9.5	9.4	9.5	9.4	9.3	9.5	9.2	9.2	9.2
Asie de l'Est	3.3	2.7	3.8	3.1	2.6	3.6	3.3	2.7	3.7
Asie du Sud-Est	6.1	6.7	5.7	7.1	7.8	6.5	6.3	6.9	5.9
Asie du Sud	4.7	6.0	4.1	4.8	6.1	4.2	4.8	6.2	4.3
Amérique latine et Caraïbes	9.0	11.3	7.6	9.0	11.2	7.6	8.0	10.1	6.7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	12.0	16.3	10.5	11.9	16.2	10.4	12.2	16.5	10.6
Afrique subsaharienne	10.6	9.3	11.6	10.8	9.5	11.8	10.9	9.6	11.8

Note: Les chiffres agrégés peuvent varier selon les techniques et méthodes d'agrégation utilisées.

Source: BIT, modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2003; voir également les Notes techniques.

Les différentes régions du monde ont bénéficié à des degrés divers du redémarrage des économies industrialisées (tableaux 1, 2 et 3). La région de l'**Amérique latine et les Caraïbes** est celle qui a le plus souffert du ralentissement économique mondial de 2001 sur les plans de la production et de l'emploi mais elle a repris le chemin de la croissance en 2003 (+ 1,6 pour cent contre - 0,1 pour cent en 2002). Pour l'instant, l'emploi remonte très lentement. Le taux de chômage de la région a baissé d'un point, probablement grâce à l'amélioration de la situation en Argentine et au fléchissement de la croissance de la population active (tableau 3).

En **Asie de l'Est**, le chômage a augmenté malgré des taux de croissance vigoureux de plus de 7 pour cent. Cette augmentation résulte principalement de la hausse du chômage en Chine, causée par la restructuration en cours dans ce pays qui est en train de reconvertir son économie essentiellement agricole vers la production de biens et de services nécessitant moins de main-d'œuvre et de réorganiser son secteur public, auparavant doté d'un personnel pléthorique. En **Asie du Sud-Est**, le chômage a diminué sensiblement et les taux d'activité ont remonté. En **Asie du Sud**, le taux de chômage est resté stationnaire alors que le PIB a progressé de 5,1 pour cent. Par conséquent, non seulement la proportion de travailleurs pauvres n'a pas reculé mais encore l'emploi informel a pris de l'ampleur.

Le chômage a poursuivi son escalade au **Moyen-Orient** et en **Afrique du Nord**, atteignant 12,2 pour cent, taux le plus élevé de toutes les régions du monde. Cette situation s'explique par la vaste restructuration de l'emploi dans le secteur public et la forte croissance de la population active. A cela s'ajoutent, dans les pays d'émigration, les mesures prises par certains pays du Golfe pour remplacer les travailleurs expatriés par des nationaux.

L'**Afrique subsaharienne** n'a ni réduit son taux de chômage ni fait baisser son importante proportion de travailleurs pauvres. De plus, la région est aux prises avec les ravages que cause la pandémie de VIH/SIDA sur les marchés du travail et qui, conjugués à l'exode des cerveaux, la privent d'un capital humain dont elle a désespérément besoin. Il est donc peut probable qu'elle réalise l'ODM.

Après des années de hausse du chômage pour cause de restructuration économique, les **économies en transition** semblent être enfin parvenues à inverser la tendance en 2003. Cela étant, le sous-emploi demeure très préoccupant dans plusieurs pays.

Légère amélioration des perspectives mondiales de l'emploi

A l'échelle mondiale, les perspectives de croissance s'améliorent quelque peu pour 2004. L'accroissement de la demande dans le monde industrialisé devrait continuer à stimuler les échanges internationaux, favorisant ainsi la croissance du PIB aussi bien dans les économies industrialisées que dans les régions en développement. La demande intérieure devrait elle aussi augmenter. Les taux de croissance prévus pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et les économies en transition (plus de 4 pour cent), pour toutes les sous-régions de l'Asie (7,1 pour cent en Asie du Sud, 4,5 pour cent en Asie du Sud-Est et 5,8 pour cent en Asie du Sud) et pour l'Afrique subsaharienne (près de 5 pour cent) devraient être suffisants pour créer des emplois.

Tableau 3

Croissance économique et projections, 2000-2004 (évolution annuelle en pourcentage)

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Monde	4.7	2.3	3.0	3.2	4.1
Economies industrialisées	3.6	0.8	1.7	1.8	2.8
Economies en transition	6.6	5.1	4.1	4.1	4.1
Asie de l'Est	8.2	6.6	7.6	7.1	7.1
Asie du Sud-Est	5.7	2.8	4.4	4.1	4.5
Asie du Sud	5.3	4.1	4.8	5.1	5.8
Amérique latine et Caraïbes	4.0	0.6	-0.1	1.6	4.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4.5	3.2	3.2	4.4	4.3
Afrique subsaharienne	2.7	3.4	3.2	3.6	4.7

Source: FMI (2003); BIT, modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2003; voir également les Notes techniques.

En **Amérique latine**, la situation du marché du travail devrait s'améliorer grâce à la reprise dont bénéficie toute la région, et plus particulièrement l'Argentine et l'Uruguay, ainsi qu'au faible accroissement de la population active. Les Caraïbes risquent d'être pénalisées par l'extension du VIH/SIDA. L'**Asie de l'Est** connaîtra une légère augmentation du chômage à cause du nombre élevé de nouveaux actifs (plus de 6 millions par an jusqu'à 2015) et de la restructuration en Chine. L'**Asie du Sud-Est** peut à la fois réduire encore son chômage et diminuer le nombre de ses travailleurs pauvres – si les économies dans lesquelles la pauvreté est le plus répandue parviennent à s'orienter vers des taux de croissance du PIB et de l'emploi semblables à ceux qu'enregistrent depuis quelques années les économies les plus riches de la région. L'**Asie du Sud** reste dépendante de l'évolution de l'Inde. Le BIT ne prévoit pas, pour 2004, de grands changements sur le marché du travail de la région dans son ensemble, principalement à cause de la forte croissance de la population active. Pour le long terme, en revanche, les 6,2 pour cent de croissance du PIB dont la région a besoin pour réduire de moitié son taux de chômage et sa proportion de travailleurs pauvres ne semblent pas inaccessibles, compte tenu des résultats obtenus dans le passé. Ces perspectives dans l'ensemble favorables sont assombries par la propagation du VIH/SIDA, dont les dégâts sont connus pour avoir été observés en Afrique subsaharienne. Pour le **Moyen-Orient et l'Afrique du Nord**, les perspectives restent maussades, conformément aux prévisions des Tendances mondiales de l'emploi, 2003. La dépendance envers le cours du pétrole, la rapidité de la croissance de la population active qui dépasse la capacité d'absorption de certaines économies, le dysfonctionnement des institutions publiques et l'ampleur de la pauvreté dans certains pays sont autant d'obstacles à une réelle amélioration des marchés du travail. En **Afrique subsaharienne**, l'importante proportion de travailleurs pauvres – conjuguée à la

pandémie de VIH/SIDA – est le principal frein à la croissance et au développement. La situation du marché du travail des **économies en transition** devrait s'améliorer quelque peu grâce aux investissements étrangers. La vigueur de la demande intérieure, l'expansion du commerce extérieur et la maîtrise des problèmes liés à la transition sont des signes encourageants. Mais, dans cette région également, le VIH/SIDA risque de nuire au développement de certaines économies. Les **économies industrialisées** devraient voir leur taux de chômage baisser si la croissance du PIB des Etats-Unis se traduit par la création d'emplois puisqu'une partie de la population en âge de travailler continue d'augmenter en Europe.

La réalisation de l'ODM consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015 et à créer suffisamment d'emplois pour diviser par deux le nombre de chômeurs et de travailleurs pauvres, nécessite une accélération de la croissance économique à l'échelle mondiale, et dans les économies industrialisées en particulier. Et, de plus en plus, la réalisation de cet objectif dépend aussi de l'évolution d'économies à croissance rapide comme la Chine, non seulement parce que celle-ci représente un quart de la main-d'œuvre mondiale mais encore parce que la région tout entière, et donc aussi ses marchés du travail, bénéficient de l'accroissement de la demande dans ce pays. Pour se développer, la Chine a besoin d'un marché du travail plus performant, surtout dans un secteur des services encore embryonnaire. En outre, elle doit d'urgence mener à bien la restructuration des entreprises d'Etat et de l'agriculture ainsi que la réforme du système financier, ce qui lui évitera de subventionner des unités déficitaires.

Tableau 4
Taux de chômage des jeunes par région et par sexe, 1997, 2002-2003 (%)

	1997			2001			2002			2003		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Monde	12.9	12.6	13.1	13.9	13.7	14.0	14.3	14.1	14.5	14.4	14.2	14.5
Economies industrialisées	14.2	14.6	13.9	12.3	11.8	12.7	13.4	12.5	14.1	13.4	12.5	14.1
Economies en transition	17.9	18.3	17.6	19.5	19.4	19.6	19.3	19.2	19.4	18.6	19.2	18.1
Asie de l'Est	6.4	5.3	7.4	7.1	5.8	8.2	6.8	5.6	7.8	7.0	5.8	8.1
Asie du Sud-Est	9.9	10.6	9.4	14.4	15.6	13.6	16.4	17.6	15.5	16.4	17.6	15.5
Asie du Sud	13.1	14.6	12.4	13.2	15.4	12.3	13.6	15.7	12.7	13.9	15.9	13.0
Amérique latine et Caraïbes	14.6	18.5	12.2	16.6	20.8	13.9	17.2	21.5	14.4	16.6	20.8	14.0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	26.0	31.9	23.4	25.4	31.6	22.6	25.5	31.6	22.7	25.6	31.7	22.7
Afrique subsaharienne	20.7	17.9	22.9	20.6	17.8	22.7	21.1	18.4	23.2	21.0	18.4	23.1

Source: BIT, modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2003; voir également les Notes techniques.

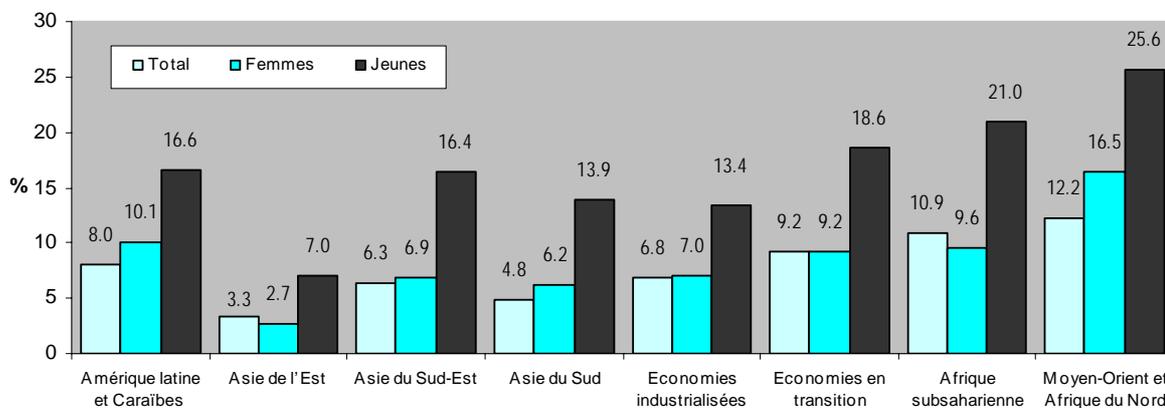
Les bases de la croissance future de l'emploi

En 2003, l'emploi n'a pas augmenté malgré la croissance du PIB mondial, situation qui doit changer si l'on veut réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015. Pour atteindre cet objectif, il faudra absorber les 514 millions de nouveaux actifs et faire baisser le nombre des travailleurs pauvres. Or pour que la croissance du PIB soit créatrice d'emplois en 2004 et au-delà, il faut que les décideurs accordent la priorité qu'elles méritent aux politiques de l'emploi, au même titre que les politiques macroéconomiques. De plus, les problèmes suivants (déjà relevés dans les Tendances mondiales de l'emploi, 2003) doivent retenir l'attention:

- La question de l'ampleur du chômage et du sous-emploi reste posée à l'échelle mondiale. La pauvreté, qui va de pair avec le chômage et le sous-emploi, entrave la croissance de l'emploi. A cause de leur manque d'instruction, de la fragilité de leur santé et souvent de leur manque d'autonomie, les indigents ne peuvent vaincre la pauvreté par leurs propres moyens. Il faut donc les y aider par des mesures spécialement conçues à leur intention, qui leur ouvrent l'accès à un emploi décent. Cela suppose qu'hommes et femmes se voient offrir la possibilité d'exercer un travail productif et rémunérateur dans des conditions de liberté, de sécurité et de dignité.

- Si elle n'est pas créatrice d'emplois, la croissance finira par s'évanouir. En effet, aucun pays ne peut s'accommoder très longtemps de taux de chômage toujours plus élevés car, à un moment donné, le déclin de la demande freine la croissance. Qui plus est, laisser s'installer un chômage élevé représente un gaspillage de capital humain. Ainsi, la création de travail décent non seulement fait reculer la pauvreté mais encore elle est indispensable à la croissance.
- Dans toutes les régions du monde, les taux de chômage des jeunes sont beaucoup plus élevés que les taux globaux (figure 1). La sous-utilisation du riche potentiel de la jeunesse non seulement équivaut à un gaspillage mais encore compromet la prospérité à venir. Les jeunes sans emploi se découragent, prolongent leurs études plus longtemps qu'ils ne le souhaiteraient ou perdent leurs capacités, faute de les utiliser. Si ce problème ne trouve pas de solution, il aura plus tard des conséquences dévastatrices pour le développement.

Figure 1
Chômage total et chômage des femmes et des jeunes par région, 2003 (%)



Source: BIT, modèle des Tendances mondiales de l'emploi, 2003; voir également les Notes techniques.

- Pour permettre aux régions en développement de résoudre ces problèmes, il faut mettre en place de vastes programmes d'aide internationale visant à faciliter l'accès de ces régions aux marchés du monde développé et à réduire leur dette extérieure et le service de cette dette. Les ressources ainsi libérées pourront alors être consacrées à des réformes destinées à améliorer l'administration publique, créer des emplois et réduire la pauvreté. Sans cette aide, la majorité des pays en développement ne pourront contribuer à l'accroissement de la demande mondiale. Dans ce contexte, l'Agenda global pour l'emploi², élaboré par le BIT, qui constitue le volet emploi du concept de travail décent, devrait être un instrument de référence utile pour l'élaboration de stratégies bien conçues, ouvertes sur l'avenir.

Pour que tous ces problèmes soient pris en considération, il faut que les décideurs cessent de considérer l'emploi comme un résultat à attendre et l'inscrivent au centre des politiques économiques et sociales. La croissance devrait être prochainement au rendez-vous, mais pour être durable et pour dompter la pauvreté, elle devra au préalable se traduire par la création de travail décent.

² Pour des renseignements en anglais sur l'Agenda global pour l'emploi, consulter le site: <http://www.ilo.org/public/english/employment/empframe/practice/index.htm>

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Principales caractéristiques des marchés du travail

Le taux de **chômage** de l'Amérique latine et des Caraïbes a augmenté de 2,1 points au cours de ces dix dernières années. Conformément aux projections établies pour les *Tendances mondiales de l'emploi, 2003*, il a atteint son niveau le plus élevé en 2002, c'est-à-dire 9 pour cent. D'après les estimations préliminaires, il devrait redescendre à 8 pour cent en 2003 (tableau 1.1), ce qui représente 0,6 point de moins que cinq ans auparavant. Les marchés du travail de la région semblent se remettre de la période de récession et des crises locales de ces dernières années. Les taux de chômage varient considérablement d'un pays à l'autre, entre 2 pour cent au Guatemala et plus de 15 pour cent en Argentine, dans la République dominicaine et en Uruguay. De 2002 à 2003, ce taux n'a fortement augmenté que dans un seul pays - le Venezuela - et a sensiblement diminué en Argentine, pays qui sort lentement de sa crise. Dans toutes les autres économies, il n'a pratiquement pas bougé (voir la figure 1.1 pour un aperçu régional).

Les grandes caractéristiques des marchés du travail de l'Amérique et des Caraïbes sont les mêmes qu'en 2002. En 2003, le **taux de chômage des femmes**, qui a toujours été beaucoup plus élevé que celui des hommes, était de 10,1 pour cent contre 6,7 pour cent pour les hommes.

Le **chômage des jeunes** (voir le tableau 4 de la vue d'ensemble) demeure l'un des grands maux de la région. En 2003, le taux de chômage des jeunes était de 16,6 pour cent, soit le double de celui de la population active prise dans son ensemble. En tout, 9,5 millions de jeunes étaient sans emploi. Bien que le chômage des jeunes n'ait pas augmenté depuis trois ans, il est encore supérieur de 3,9 points de pourcentage à son niveau de 1995. Au cours de la même période, l'écart entre le chômage des jeunes femmes et des jeunes hommes s'est creusé de 2,1 points. En 2003, les taux respectifs étaient de 20,8 pour cent et 14 pour cent. C'est dans les Caraïbes que le chômage des jeunes est le plus répandu et aussi que l'écart entre jeunes femmes et jeunes hommes est le plus prononcé: 32,3 pour cent contre 17,5 pour cent en 2003. En revanche, ces taux sont plutôt faibles en Amérique centrale: en 2003, ils étaient de 7,3 pour cent chez les femmes et de 5,7 pour cent chez les hommes (voir le tableau 4 de la vue d'ensemble).

Les ratios **emploi/population** sont très différents d'une sous-région à l'autre. En 2003, l'Amérique du Sud est celle qui avait le plus grand potentiel de création d'emplois, ce qui se traduit par un ratio emploi/population de 60,2. Les Caraïbes avaient le ratio le plus faible - 53,8 - et l'Amérique latine se rapprochait de l'Amérique du Sud avec un ratio de 58,4 (tableau 1.1).

Les **taux de croissance de la population active** varient d'une sous-région à l'autre mais ont partout diminué au cours de ces dix dernières années. La population active des Caraïbes n'a augmenté en moyenne que de 1,4 pour cent par an pendant cette période alors qu'en Amérique centrale et en Amérique du Sud, ce taux a été respectivement de 2,5 et 2,3 pour cent. Sur les 31 économies de la région, 12 ont encore des taux de croissance de la population active qui dépassent 3 pour cent. Parmi ceux-ci, sept ont des taux de chômage supérieurs à la moyenne régionale. Dans les cinq autres (Bolivie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala et Honduras), ces taux sont très inférieurs à la moyenne régionale, ce qui pourrait dénoter un certain potentiel de création d'emplois mais pas forcément d'emplois décents et productifs dans le secteur structuré (tableau 1.1).

Tableau 1.1
Indicateurs du marché du travail et indicateurs économiques
Amérique latine et Caraïbes, 1993-2004

	Evolution du taux de chômage (en points de pourcentage)	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi/ population (%)		Taux de croissance annuel de la population active (%)		Taux de croissance annuel du PIB (%)	
		1998-2003	1993	2002	2003	2002	2003	2004	1993	2003	1993- 2003	1998- 2003	1993- 2003
Région													
Amérique latine et Caraïbes	-0.6	6.9	9.0	8.0	-0.1	1.6	4.2	59.3	59.3	2.3	2.0	2.6	1.4
Sous-régions													
Caraïbes	-1.0	12.1	10.3	10.2	3.0	2.2	3.1	53.4	53.8	1.4	1.3	3.6	3.8
Amérique Centrale	-0.6	4.4	3.4	3.2	1.1	2.3	3.6	57.4	58.4	2.5	2.0	2.9	3.1
Amérique du Sud	-0.6	7.1	10.7	9.4	-0.7	1.3	4.5	60.7	60.2	2.3	2.1	2.5	0.7

Source: [KILM](#) (ICMT, 2003); [LABORSTA](#) (2003); [IMFT](#) (FMI, 2003); voir également les notes techniques.

La répartition des travailleurs pauvres dans la région confirme cette remarque pour trois de ces cinq économies: en Bolivie, à El Salvador et au Honduras, la proportion de travailleurs pauvres est supérieure à la moyenne régionale. A l'échelle de la région, la part des **travailleurs pauvres** dans l'ensemble des travailleurs est estimée à 14 pour cent, c'est-à-dire qu'un travailleur sur sept ne gagne pas suffisamment pour hisser lui-même et sa famille au-dessus du seuil de pauvreté de 1 dollar des Etats-Unis par jour.

L'Amérique latine est la seule région qui semble être en voie de réaliser le deuxième ODM (assurer l'éducation primaire pour tous avant 2015), ce qui témoigne de progrès dans le domaine de l'**éducation**. Cependant, l'évolution d'autres données concernant l'éducation pourrait conduire à minimiser l'importance de ces progrès. Par exemple, l'écart entre catégories aisées et catégories à faibles revenus continue de s'accroître dans l'enseignement secondaire et supérieur; le budget de l'éducation a été réduit en raison de la compression des dépenses publiques pendant la période de ralentissement économique; le chômage a surtout augmenté parmi la population la plus instruite, poussant souvent celle-ci à émigrer et contribuant ainsi à l'exode des cerveaux dont souffre la région (UNESCO, 2003).

Evolution économique récente

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est celle qui a le plus pâti de la récession mondiale (*Tendances mondiale de l'emploi, 2003*). La reprise qui s'est amorcée en 2002 et au début de 2003 ne lui a pas encore permis de retrouver le taux de **croissance du PIB** qu'elle avait enregistré durant les dix années précédentes (2,6 pour cent). La croissance économique a été insignifiante en 2002 et 2003. L'analyse par sous-région montre que 2002 a été une assez bonne année pour les Caraïbes, dont le taux de croissance s'est situé autour de 3 pour cent malgré la baisse d'activité dans le secteur des voyages et du tourisme, mais que les deux autres sous-régions n'ont enregistré aucune croissance. Et en 2003, les taux de croissance de l'Amérique centrale et des Caraïbes ont dépassé 2 pour cent tandis que celui de l'Amérique du Sud a stagné (tableau 1.1).

Les pays des Caraïbes et certains pays d'Amérique centrale essentiellement exportateurs de produits de l'agriculture tropicale, ont commencé à diversifier leur économie en s'orientant vers le tourisme et les services financiers. Bien que ces deux secteurs aient beaucoup souffert entre 2001 et 2002, une telle diversification devrait, à long terme, contribuer à stabiliser la croissance du PIB.

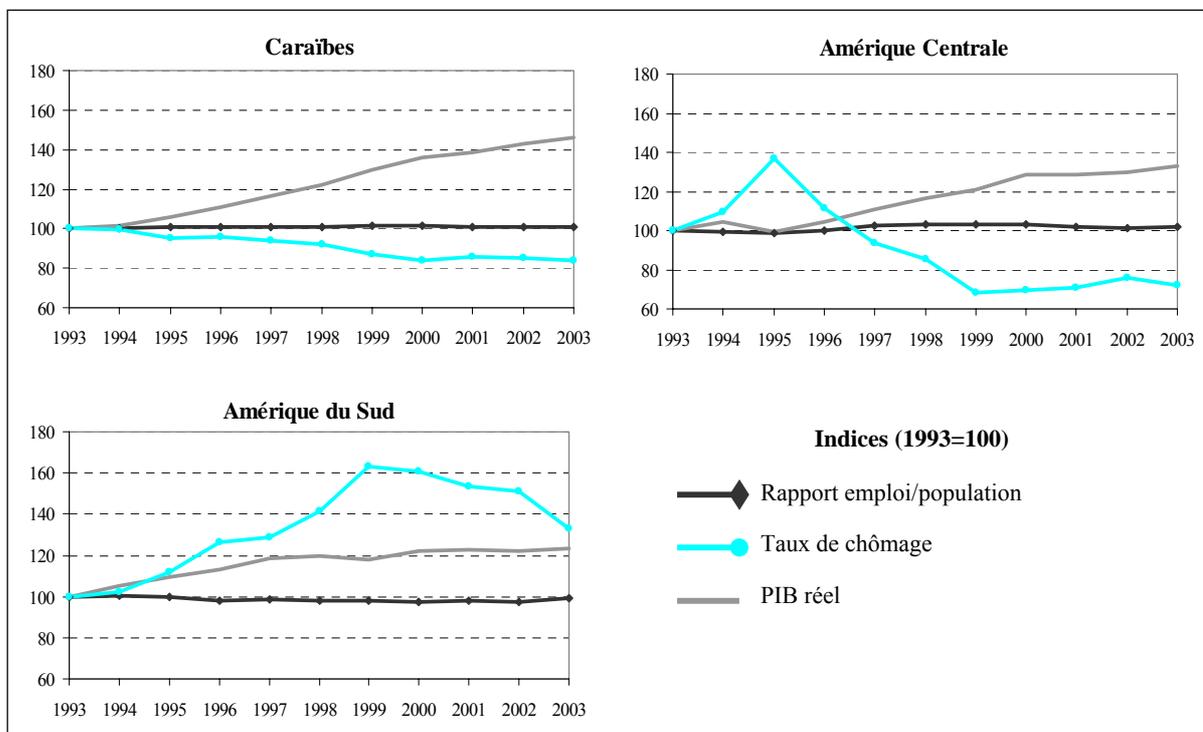
Perspectives de l'emploi

Avec le retour de la croissance aux États-Unis et en Europe, et l'amorce d'une reprise en Argentine, en Uruguay et au Venezuela, la situation économique de la région devrait s'améliorer en 2004. En outre, la hausse prévue des cours des produits de base et le redémarrage du secteur des voyages et du tourisme favoriseront aussi la croissance du PIB dans la région. Toutefois, ceci ne devrait se traduire que par une amélioration marginale du marché du travail: après un léger fléchissement en 2003, le chômage devrait continuer à diminuer. Selon les estimations, 18 millions de personnes, dont 9 millions d'hommes et 9 millions de femmes, seront sans emploi en 2004.

Le ralentissement de la croissance démographique, observé depuis les années quatre-vingt-dix, devrait se poursuivre, freinant à son tour la croissance de la population active; celle-ci devrait être de 1,7 pour cent par an entre 2003 et 2015. Pour absorber la totalité des nouveaux actifs, diviser par deux le taux de chômage et réduire de moitié la proportion de travailleurs pauvres, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes aura besoin d'un taux de croissance minimum de 7 pour cent par an au cours de la période 2003-2015, soit une augmentation de près de 5 points par rapport à ces dix dernières années.

Les dirigeants devront faire en sorte que la croissance se traduise par la création de travail décent, en considérant celle-ci comme une condition déterminante pour la croissance future du PIB. Il faudra donc créer des emplois le secteur structuré et pas seulement – comme ces dernières années – des emplois peu productifs dans l'économie informelle. Seuls des emplois décents et productifs pour les jeunes qui entrent dans la vie active, pour les chômeurs et pour les travailleurs pauvres donneront à la région une chance de réaliser l'objectif de développement de l'ONU pour le Millénaire consistant à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015.

Figure 1.1
Ratio emploi/population, taux de chômage et PIB réel
Caraïbes, Amérique centrale et Amérique du Sud, Indice 1993=100, 1993-2003



Source: BIT, modèle des tendances mondiales de l'emploi, 2003; voir également les notes techniques.

ASIE DE L'EST

Principales caractéristiques des marchés du travail

De toutes les régions en développement, l'Asie de l'Est est celle qui a le plus faible **taux de croissance de la population active**: 1,3 pour cent par an en moyenne depuis dix ans (tableau 2.1). Ceci s'explique principalement par le spectaculaire ralentissement de la croissance démographique. Les seules exceptions sont Macao (Chine) où la population active s'accroît beaucoup plus rapidement et la Mongolie où elle a légèrement augmenté ces dernières années.

Dans l'ensemble, les **taux d'activité** sont élevés (*Tendances mondiales de l'emploi*, 2003). A la fin de 2003, ce taux était de 79 pour cent en Chine et dépassait 60 pour cent dans les autres économies de la région. Les **taux d'activité des femmes** sont partout plus bas que ceux des hommes.

Tableau 2.1
Indicateurs du marché du travail et indicateurs économiques
Asie de l'Est, 1993-2004

Région	Evolution du taux de chômage	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi/population (%)		Taux de croissance annuel de la population active (%)		Taux de croissance annuel du PIB (%)	
	(en points de pourcentage)												
	1998-2003	1993	2002	2003	2002	2003	2004	1993	2003	1993-2003	1998-2003	1993-2003	1998-2003
Asie de l'Est	-0.1	2.4	3.1	3.3	7.6	7.1	7.1	78.1	76.6	1.3	1.2	8.3	7.1

Source: [KILM](#) (ICMT, 2003); [LABORSTA](#) (2003); [IMF](#) (FMI, 2003); voir également les notes techniques.

Le **chômage**, qui est un phénomène relativement récent dans la région, n'était toujours que de 3,3 pour cent en 2003 (voir la figure 4.2 pour un aperçu régional). Ce taux n'a augmenté que de 0,9 point en dix ans mais aussi basse soit l'estimation du chômage, aucun indicateur du marché du travail ne doit être analysé séparément. En effet, ce faible taux de chômage ne doit pas faire oublier les très nombreux travailleurs pauvres de la région, qui représentent plus de 18 pour cent du nombre total de personnes ayant un emploi.

Les **taux de chômage des jeunes** sont eux aussi modestes par rapport à ceux du reste du monde, mais ils doivent être interprétés avec la même précaution que le taux de chômage global. Bien qu'elle ne soit pas un indicateur parfait, la comparaison entre le chômage des jeunes et celui des adultes révèle une situation

inquiétante: en 2003, le taux de chômage des jeunes était de 7 pour cent, soit plus du double du chômage global. Le taux de chômage des jeunes femmes dépasse celui des jeunes hommes de 2,3 points (voir le tableau 4 de la vue d'ensemble).

Evolution économique récente

Les **taux de croissance du PIB**, vigoureux en 2002, se sont orientés en baisse au début de 2003 (tableau 2.1) en raison d'un nouveau repli de l'activité économique dans le monde industrialisé, du prix relativement élevé du pétrole et l'apparition du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) (encadré 2.1). Toutefois, le danger de l'épidémie ayant été écarté à la fin du premier semestre, la croissance régionale s'est tout de même maintenue à un taux supérieur à 7 pour cent pour l'année, grâce aussi à la consolidation des bons résultats de la Chine qui constitue un marché d'exportation pour les économies de la région (encadré 2.2), à la reprise de la croissance mondiale, à la hausse des cours des produits de base agricoles (riz, caoutchouc, huile de palme, des produits dérivés de la noix de coco et bois) depuis la fin de 2001 et au retour de la confiance sur les marchés émergents des capitaux.

Encadré 2.1 Conséquences économiques du SRAS

Bien que ses effets réels aient finalement été moins graves qu'on ne l'avait craint, le SRAS a rendu les responsables politiques et le grand public attentifs aux dangers des épidémies. Outre ses conséquences tragiques pour les personnes contaminées et leurs familles, il a été préjudiciable aux économies de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. La croissance du PIB a été inférieure à ce qu'elle aurait été sans l'épidémie et de nombreuses personnes ont perdu leur emploi. Les conséquences économiques découlent davantage de l'effolement de la population et des précautions qu'elle a prises pour se prémunir que de l'épidémie elle-même. Etant donné que la maladie se transmet par gouttelettes et de personne à personne, le secteur le plus touché a été celui des services (tourisme, restauration et hôtellerie, commerce de détail, voyages d'affaires et transports). En outre, la demande de biens de consommation a chuté.

En avril 2003, les arrivées de touristes à Hong-kong (Chine) et à Singapour ont diminué de 65 à 70 pour cent par rapport à leur niveau de l'année précédente et pour l'ensemble des compagnies aériennes de l'Asie et du Pacifique, le transport de passagers a accusé une baisse de 45 pour cent. La panique ayant atteint son comble en avril et mai et s'étant dans une large mesure apaisée en juin, les conséquences de la crise se sont surtout fait sentir au deuxième trimestre. Les petites économies à vocation touristique qui ont eu de nombreux cas de SRAS (Hong-kong (Chine) et Singapour) ont été les plus touchées, enregistrant une baisse de résultats au deuxième trimestre. En Chine, où le plus grand nombre de cas de SRAS a été observé, la croissance est tombée de 9,9 pour cent au premier trimestre à 6,7 pour cent au deuxième.

Selon la Banque asiatique de développement, le manque à gagner dû aux effets directs et indirects de l'épidémie se situe entre 0,6 et 2 pour cent du PIB global. Sur la base de ces chiffres, on peut estimer grossièrement que le SRAS est responsable de 2 à 6 millions de suppressions d'emplois.

L'épidémie de SRAS doit être considérée comme un avertissement pour l'avenir. Les conséquences potentiellement catastrophiques de telles épidémies ne seront évitées que si les pouvoirs publics font preuve de transparence et d'esprit de coopération.

Source: [World Bank](#) (Banque Mondiale, 2003a), [ADB](#) (BAAsD, 2003); [World Travel and Tourism Council](#) (Conseil mondiale du tourisme et des voyages, 2003).

Perspectives de l'emploi

La région devrait conserver son taux de croissance annuelle de ces dix dernières années, à savoir plus 7 pour cent (tableau 2.1). Cette croissance est alimentée par les exportations inter et intra-régionales, ce qui la rend moins tributaire de la demande mondiale que d'autres régions du monde. Cependant, d'autres facteurs de risque subsistent: attentats terroristes, réapparition possible du SRAS, restructuration inachevée mais nécessaire des entreprises et réforme du système bancaire, défaillances de l'administration publique et de la gestion des entreprises et manque d'infrastructures urbaines et rurales.

La croissance annuelle de la population active devrait continuer à ralentir pour s'établir à 0,7 pour cent en 2015. Ce ralentissement sera particulièrement marqué en Chine, mais il se fera sentir dans toutes les économies de la région, y compris la Mongolie et Macao (Chine). Le nombre des nouveaux actifs sera malgré tout important puisqu'il devrait atteindre 75 millions d'ici à 2015 (soit plus de 6 millions par an).

Reste à savoir si ces conditions favorables se traduiront par une amélioration des marchés du travail. L'élasticité de l'emploi a énormément diminué ces dernières années en Chine en raison de la restructuration qui oriente l'économie vers la production manufacturière et le secteur tertiaire, mais aussi à cause de la disparition progressive d'entreprises d'Etat aux effectifs pléthoriques. Le secteur manufacturier et le secteur tertiaire étant plus capitalistiques, ils créent moins d'emplois par point de croissance de la production. Par conséquent, il serait important que les décideurs se penchent en priorité sur le problème que pose la très forte proportion de travailleurs pauvres car la stabilité de la croissance exige une réduction plus rapide de la pauvreté. Ainsi, dans la réflexion politique qui accompagne le développement économique, la même importance doit être accordée à la création d'emplois décents et productifs pour les nouveaux actifs et à l'amélioration de la condition des travailleurs pauvres. Si elle met en place un bon cadre institutionnel, si elle continue à améliorer ses résultats dans le domaine de l'éducation et si elle investit dans les infrastructures, cette région sera la seule du monde en développement qui puisse prétendre réduire de moitié le chômage et le nombre des travailleurs pauvres d'ici à 2015.

Encadré 2.2

La Chine, moteur de la croissance en Asie

La Chine n'est pas seulement la locomotive de la croissance en Asie; elle exerce aussi une influence non négligeable sur les résultats économiques du reste du monde. Son poids dans les échanges internationaux ne cesse de s'accroître. En 2002, elle a contribué à hauteur de 60 pour cent à la croissance des exportations mondiales et les 8 pour cent de hausse de son PIB ont représenté 15 pour cent de la croissance mondiale.

En outre, la Chine attire les investissements étrangers directs (IED). En 2002, elle a ainsi engrangé plus de 52,7 milliards de dollars des Etats-Unis, soit une augmentation de 12,5 pour cent par rapport à l'année précédente, alors que le volume global des IED a diminué. Ce montant représente 8 pour cent des IED mondiaux, ce qui classe la Chine au deuxième rang mondial (après le Luxembourg) pour le volume d'IED par rapport au PIB.

Qui plus est, le commerce et l'intégration régionale de la Chine ont contribué au développement économique de la région. La Chine non seulement produit pour sa consommation intérieure et pour l'exportation mais encore elle a commencé à importer des biens intermédiaires qui sont revendus aux consommateurs chinois ou sur le marché international. La Banque mondiale estime qu'en 2002, les exportations de huit autres pays émergents d'Asie vers la Chine et Hong-kong (Chine), ont augmenté de 40 pour cent. Ces exportations ont représenté 60 pour cent de la croissance des exportations à l'échelle mondiale. Plus de 60 pour cent des importations de la Chine proviennent des économies de la région. Les importations en provenance de pays de l'ANASE ont augmenté de 34 pour cent en 2002 tandis que celles provenant du Japon et de la République de Corée ont progressé respectivement de 25 et 22 pour cent.

Source: [World Bank](#) (Banque mondiale, 2003b); [GET](#) (*Tendances mondiales de l'emploi*, 2003).

ASIE DU SUD-EST

Principales caractéristiques des marchés du travail

En raison de la forte baisse de la croissance démographique, la **population active** de l'Asie du Sud-Est n'a augmenté qu'à un rythme de 2,4 pour cent par an au cours de ces dix dernières années (tableau 3.1). Comme dans d'autres régions du monde, la main-d'œuvre s'accroît plus rapidement dans les villes que dans les campagnes, ce qui crée une tension sur les marchés du travail urbains.

Depuis cinq ans, les taux de croissance moyens de la population active remontent légèrement par rapport à la moyenne des dix dernières années (tableau 3.1), principalement en raison de l'augmentation des **taux d'activité**. Souvent, l'augmentation des taux d'activité pendant le processus de développement témoigne de la capacité des économies à créer des emplois et de la confiance des individus en cette capacité. Et elle permet aux économies en expansion de bénéficier de l'une des ressources les plus importantes pour leur développement: le capital humain.

Tableau 3.1
Indicateurs du marché du travail et indicateurs économiques
Asie du Sud-Est, 1993-2004

	Evolution du taux de chômage (en points de pourcentage)	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi/ population (%)		Taux de croissance annuel de la population active (%)		Taux de croissance annuel du PIB (%)	
	1998-2003	1993	2002	2003	2002	2003	2004	1993	2003	1993- 2003	1998- 2003	1993- 2003	1998- 2003
Région													
Asie du sud-est	1.1	3.9	7.1	6.3	4.4	4.1	4.5	68.0	67.1	2.4	2.6	4.4	2.2

Source: [KILM](#) (ICMT, 2003); [LABORSTA](#) (2003); [IMF](#) (FMI, 2003); voir également les notes techniques.

Plusieurs indicateurs tels que les taux d'activité et l'écart entre les **taux d'activité des hommes et des femmes** témoignent de la diversité des marchés du travail de l'Asie du Sud-Est. En outre, la **structure sectorielle de l'emploi** est très différente d'une économie à l'autre de la région. Le Cambodge, Timor oriental, la RDP lao, le Myanmar et le Viet Nam dépendent beaucoup du secteur agricole pour la valeur ajoutée mais plus encore pour l'emploi. Dans ces économies, au moins deux emplois sur trois sont des emplois agricoles. Enfin, l'éventail des **ratios emploi/population** (tableau 3.2) met en évidence des potentiels différents de création d'emplois (pour des précisions, voir *Tendances mondiale de l'emploi, 2003*).

Bien qu'il ait fortement augmenté au cours de ces cinq dernières années (de 1,1 point), le **taux de chômage** de la région reste relativement bas puisqu'il s'établissait à 6,3 pour cent en 2003 (tableau 3.1; voir aussi l'aperçu régional à la figure 4.2). Mais là encore, les chiffres du chômage ne reflètent que partiellement la réalité. Dans certaines économies, et plus particulièrement en Indonésie et aux Philippines,

le taux de **sous-emploi** constitue toujours un problème préoccupant et par conséquent la proportion de travailleurs pauvres demeure importante. Ce taux, qui avait partout progressé (bien qu'à des degrés divers) lors de la crise financière, a reculé par la suite dans certaines économies, mais il reste élevé.

Tableau 3.2
Indicateurs du marché du travail dans certains pays d'Asie du Sud-Est,
année la plus récente (en pourcentage)

	Taux d'activité	Taux d'activité		Ratio emploi/ population	Part de l'emploi agricole	Taux de chômage
		Hommes	Femmes			
Brunéi Darussalam	66.0	83.3	46.7	...	2.0	...
Cambodge	83.3	85.1	73.4	70.4	...	1.8
Timor oriental	82.6	89.3	75.3	...	...	...
Indonésie	68.6	...	...	62.9	43.8	6.1
RPD lao	81.7	89.2	74.6	...	...	...
Malaisie	65.5	83.3	46.7	63.5	18.4	3.9
Myanmar	77.1	88.4	66.0	...	62.7	...
Philippines	67.5	82.3	52.8	59.6	37.4	9.8
Singapour	68.6	81.1	55.5	65.5	0.3	3.4
Thaïlande	72.7	80.6	64.9	67.7	48.8	2.4
Viet Nam	71.9	76.0	68.2	74.3	69.1	...
Moyenne	73.2	83.9	62.4	66.3	35.3	4.6
Ecart-type par rapport à la moyenne	5.8	3.3	9.6	3.9	21.3	2.3

... = donnée non disponible.

Source: [KILM](#) (ICMT) 3^{ème} édition (2003), CD-ROM.

Le taux de **chômage des jeunes** est nettement supérieur à celui des adultes. Il est monté en flèche ces dix dernières années, au cours desquelles il a presque doublé (tableau 4 de la vue d'ensemble). Bien que le chômage soit un problème tout aussi grave pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes, il touche en général ces dernières dans une beaucoup plus vaste proportion. En 2003, 17,6 pour cent d'entre elles étaient au chômage contre 15,5 pour cent des jeunes hommes. En tout, environ 10 millions de jeunes sans emploi recherchaient du travail en 2003.

Evolution économique récente

Après avoir beaucoup souffert de la récession mondiale en 2001, la région de l'Asie du Sud-Est a, dans l'ensemble, repris le dessus en 2002 (tableau 3.1). Toutes les économies (sauf quelques îles de Mélanésie) ont vu leur PIB regagner entre 3 et 6,2 pour cent. Le taux de **croissance du PIB** a été en moyenne de 4,4 pour cent, ce qui a ramené la région à son rythme de croissance des années quatre-vingt-dix. Toutefois, la lenteur de la reprise dans le monde développé, la relative cherté du pétrole et l'épidémie de SRAS ont modéré cette croissance, surtout au premier semestre de 2003. Néanmoins, grâce aux bons résultats du deuxième semestre, le PIB a progressé de plus de 4 pour cent sur l'année (tableau 3.1). Cette progression est imputable au redémarrage des exportations vers le monde industrialisé mais aussi à l'essor des échanges intrarégionaux (encadré 2.2; voir également *Tendances Mondiales de l'emploi*, 2003). La hausse des cours des produits de base agricoles et le bas niveau des taux d'intérêt, qui a stimulé l'investissement intérieur, ont également favorisé la croissance. Enfin, grâce à l'impressionnant succès remporté par certains pays dans la lutte contre la pauvreté, la demande intérieure est en train de devenir un facteur non négligeable de croissance du PIB. Comme en 2001, les pays du Mékong (Cambodge, RDP lao et Viet Nam) ont surpassé le reste de la région en 2002 et en 2003.

Certaines petites économies mélanésiennes peu développées restent pour le moment en marge de la reprise générale de l'activité dans la région et Singapour n'a pas encore retrouvé son ancien rythme de croissance.

Encadré 3.1

Croissance et emploi: La réussite du Viet Nam

Selon les chiffres de la Banque mondiale, 8 millions de personnes ont réussi à franchir le seuil de pauvreté de 1 dollar par jour entre 1993 et 2003. Au Viet Nam, 39,9 pour cent de la population vivaient en deçà du seuil de pauvreté en 1993 mais ce pourcentage est tombé à 12 pour cent en 2003. Au cours de la même période, la pauvreté urbaine a reculé, passant de 25 à 6 pour cent. Une telle réussite est due à la réduction spectaculaire du nombre de travailleurs pauvres dans les villes, grâce à la création d'emplois productifs et à l'augmentation des salaires.

De plus, le chômage a considérablement diminué depuis 10 ans, l'économie vietnamienne créant environ 730 000 emplois par an. Ceci est imputable non seulement à des taux de croissance très élevés mais aussi à l'action du programme national pour l'emploi auprès des bureaux de placement et en matière de formation professionnelle. Au cours de cette période, le secteur privé a absorbé environ 90 pour cent des nouveaux arrivés sur le marché du travail.

Autre facteur favorable: le ralentissement sans précédent de la croissance démographique, qui a débuté à la fin des années quatre-vingt et a soulagé le marché du travail en réduisant sensiblement le nombre des nouveaux actifs.

Le cas du Viet Nam offre un exemple encourageant aux autres économies de la région mais il doit aussi à un certain égard les rendre prudentes. En effet, alors que l'emploi augmente et que la pauvreté régresse depuis dix ans dans les villes, le bilan est beaucoup moins positif dans les zones rurales. Le taux de pauvreté rurale a reculé, tombant de 66 à 36 pour cent, mais la création d'emplois ne suit pas le rythme de la croissance de la population active, ce qui pourrait entraver le développement. Pour réduire davantage la pauvreté, il faudra que les futures stratégies de développement tiennent compte des zones rurales.

Source: BIT, Rapport sur l'emploi dans le monde (à paraître).

Perspectives de l'emploi

Depuis la fin de la crise financière asiatique de 1997, l'économie mondiale a connu une phase de rare instabilité. Les pays de l'Asie du Sud-Est, et en particulier le Viet Nam (encadré 3.1), ont réussi à traverser cette phase en conservant des taux de croissance relativement stables, grâce à quoi la situation de l'emploi s'est quelque peu améliorée. Néanmoins, le taux de chômage moyen de la région reste en moyenne légèrement supérieur à son niveau d'avant la crise financière et il ne devrait pas diminuer sensiblement en 2004 malgré un taux de croissance du PIB estimé à 4,5 pour cent (tableau 3.1).

La croissance de la population active devrait se ralentir, passant des 2,4 pour cent annuels enregistrés ces dix dernières années à 1,8 pour cent par an de 2003 à 2015, ce qui relâchera quelque peu la pression sur les marchés du travail. A noter que durant cette période, le marché du travail de la région devra tout de même absorber chaque année plus de cinq millions de nouveaux actifs. Certes, ce chiffre est presque le même que celui des années quatre-vingt-dix et la région avait alors réussi à réduire les effectifs de travailleurs pauvres, mais, même si elle y parvient à nouveau, elle devra créer des emplois pour éviter que les taux de chômage ne stagnent par la suite. Dans ce contexte, les économies les plus concernées sont Fidji, l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à cause de leurs taux de chômage supérieurs à la moyenne régionale. En outre, Singapour doit faire en sorte que l'amélioration prévue de sa situation économique se traduise par une création d'emplois qui lui permette de ramener le chômage au faible niveau qui le caractérisait dans le passé.

Des économies comme Fidji, la Malaisie, la Thaïlande et le Viet Nam ont de bonnes chances de réduire de moitié la proportion de travailleurs pauvres et le chômage d'ici à 2015. Pour ce qui est de la région dans son ensemble, la réalisation de cet objectif dépendra de l'évolution des économies dans lesquelles l'extrême pauvreté est très répandue.

ASIE DU SUD

Principales caractéristiques des marchés du travail

La **population active** de l'Asie du Sud a augmenté en moyenne de 2,3 pour cent par an au cours de ces dix dernières années (tableau 4.1), en raison de la forte croissance démographique mais aussi d'une légère augmentation des taux d'activité – des femmes notamment. Cependant, les **taux d'activité** sont encore relativement faibles par rapport à ceux d'autres régions du monde, ce qui s'explique en partie par l'énorme disproportion des taux masculins et féminins, ces derniers ne dépassant pas 16,3 pour cent au Pakistan et 28,1 aux Maldives (figure 4.1).

Tableau 4.1
Indicateurs du marché du travail et indicateurs économiques
Asie du Sud, 1993-2004

Région	Evolution du taux de chômage	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi/population (%)		Taux de croissance annuel de la population active (%)		Taux de croissance annuel du PIB (%)	
	(en points de pourcentage)												
	1998-2003	1993	2002	2003	2002	2003	2004	1993	2003	1993-2003	1998-2003	1993-2003	1998-2003
Asie du Sud	0.1	4.8	4.8	4.8	4.8	5.1	5.8	57.0	57.0	2.3	2.3	5.5	5.1

Source: [KILM](#) (ICMT, 2003); [LABORSTA](#) (2003); [IMF](#) (FMI, 2003); voir également les notes techniques.

Malgré la croissance à la fois régulière et vigoureuse du PIB au cours de ces dix dernières années, la situation générale de l'**emploi** n'a pas changé (tableau 4.1). Certes, le nombre total des personnes qui ont un emploi a augmenté de 112 millions, mais cette augmentation a été tout juste suffisante pour absorber les 11,9 millions de personnes qui sont arrivées chaque année sur le marché du travail durant cette période. Les taux de **chômage** des pays de la région sont restés stationnaires (voir la figure 4.2 pour une perspective régionale), ce dont témoigne également l'immobilité du **ratio emploi/population** (tableau 4.1).

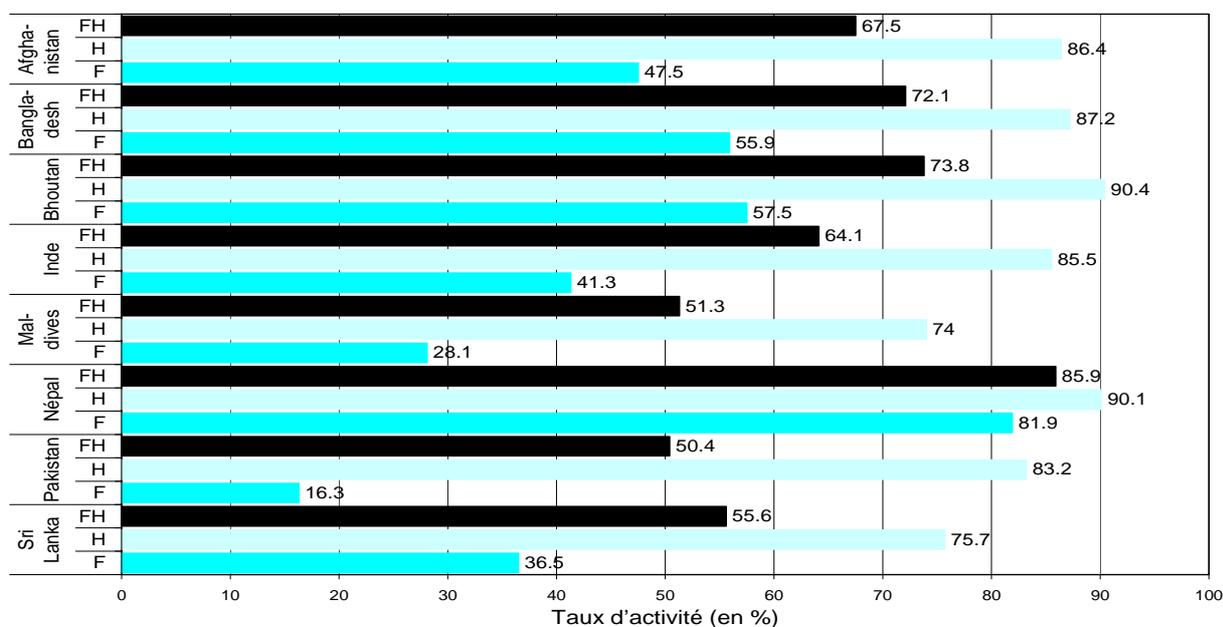
Mais le plus grave est sans doute le fait que le nombre des travailleurs pauvres ait augmenté au point de représenter aujourd'hui 40 pour cent de l'ensemble des travailleurs. La plupart des emplois ont été créés dans l'économie informelle, celle-ci constituant, par exemple, plus de 91 pour cent de l'économie totale de l'Inde (*Tendances mondiales de l'emploi*, 2003).

Dans toute la région, les taux de **chômage des femmes** sont en général plus élevés que ceux des hommes, phénomène particulièrement inquiétant dans les pays où le taux d'activité des femmes est déjà faible. Ces économies offrent peu de débouchés aux femmes. En outre, lorsque celle-ci ont un emploi, elles gagnent généralement beaucoup moins que leurs collègues masculins, la différence étant, par exemple, d'environ 50 pour cent en Inde et encore plus grande à Sri Lanka (*Tendances mondiales de l'emploi*).

Bien qu'ils aient diminué depuis 1995, les **taux de chômage des jeunes** sont encore près de trois fois plus élevés que les taux de chômage globaux (tableau 4 de la vue d'ensemble). Les femmes jeunes risquent plus que toute autre catégorie de se trouver au chômage: en 2003, alors que le taux de chômage des jeunes,

hommes et femmes confondus, était de 13,9 pour cent, celui des femmes était de 15,9 pour cent contre 13 pour cent pour les hommes.

Figure 4.1
Taux d'activité des hommes et des femmes dans certains pays de l'Asie du Sud,
Année la plus récente (en pourcentage)



Source : [KILM](#) (ICMT) 1 – Taux d'activité, [KILM](#), 3^{ème} édition (2003), CD-ROM.

Evolution économique récente

Les économies de l'Asie du Sud ont bien résisté au ralentissement économique mondial. En 2002, la croissance du PIB a été de 4,8 pour cent (tableau 4.1) mais elle aurait dépassé ce taux si elle n'avait pâti des mauvaises conditions météorologiques et du recul de la production agricole de l'Inde, du Népal et du Bangladesh. De plus, certains pays ont enregistré des pertes dans le secteur des voyages et du tourisme à cause du SRAS et de la guerre d'Iraq. La croissance a progressé au Pakistan et à Sri Lanka en partie en raison du niveau élevé de la dépense publique dans le premier pays et de la très bonne tenue du secteur tertiaire dans le second (BAsD, 2003). En 2003, la croissance a été légèrement supérieure à 5 pour cent grâce à la reprise de la production agricole, à la remontée de la demande intérieure et extérieure et à la poursuite de la stabilisation politique. En Inde, la valeur ajoutée a considérablement augmenté dans le secteur des services (BAsD, 2003), ce qui a aussi donné un coup d'accélérateur au PIB de la région mais ne devrait pas avoir de répercussions sur les exportations du pays: en 2002, la part de l'Inde dans les exportations mondiales de services était de 1,4 pour cent.²

Le revenu par habitant n'a guère augmenté ces dernières années en Asie du Sud. Compte tenu de sa démographie, celle-ci représente une part infime du PIB mondial (moins de 6 pour cent) et une part insignifiante des exportations mondiales (de l'ordre de 1 pour cent selon l'OMC, 2003). Les économies de cette sous-région sont relativement fermées aux échanges et à l'investissement: le ratio des exportations et importations de biens et services par rapport au PIB y est plus bas que dans toutes les autres grandes sous-régions du monde. Les recettes publiques sont généralement faibles comparativement au PIB tandis que les

¹ This country's share in merchandise exports accounted for 0.8 per cent of the global merchandise trade in 2002 (WTO, 2002). At the same time, India's population accounted for around 17 per cent of the world population (and 75 per cent of the regional population, according to UN, 2003). For further details on India, see GET, 2003.

² En 2002, la part des exportations de marchandises de l'Inde dans le commerce mondial était de 0,8 pour cent (OMC, 2002) tandis que la population indienne représentait environ 17 pour cent de la population mondiale (et 75 pour cent de la population de la région (ONU, 2003). Pour des précisions sur l'Inde, voir *Tendances mondiales de l'emploi*, 2003.

dépenses demeurent plus importantes que les recettes, d'où la persistance des déficits fiscaux (BASD, 2003).

La région est toujours très tributaire de l'agriculture et donc 1) des aléas climatiques et 2) de la demande intérieure et extérieure de produits agricoles. En Inde, par exemple, la part de l'agriculture dans le PIB est de 25 pour cent et ce secteur emploie près de 70 pour cent des actifs.

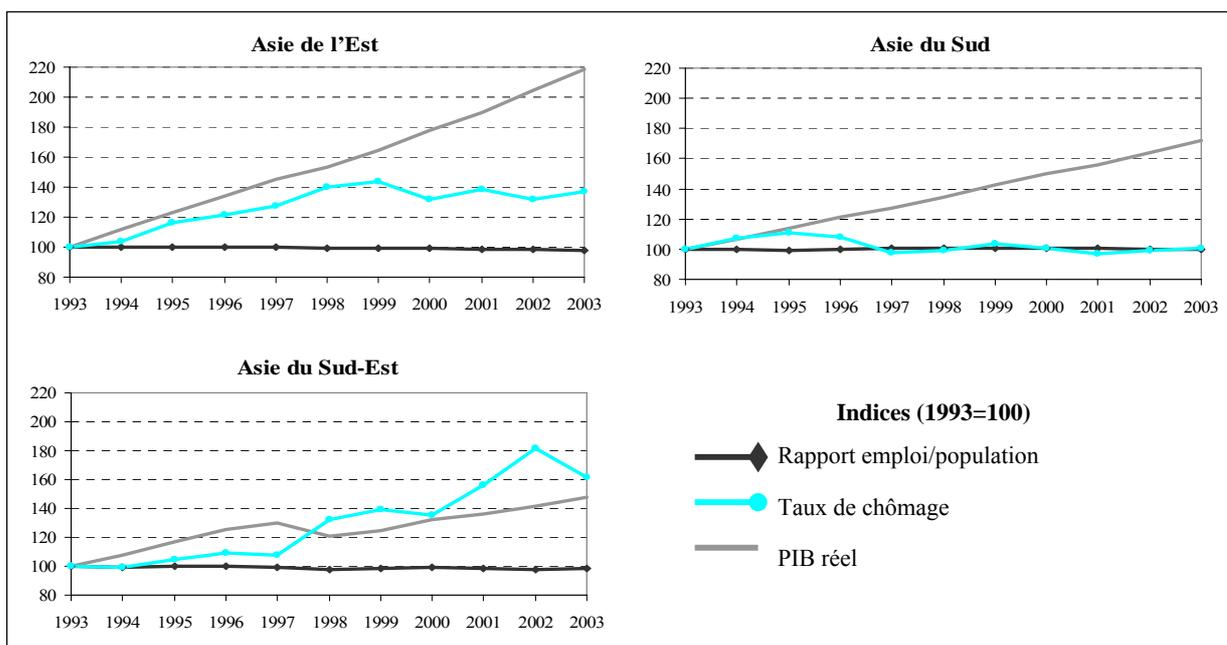
Perspectives de l'emploi

Globalement, l'avenir du marché du travail de la région dépend dans une large mesure du comportement de l'Inde, qui représente 80 pour cent du PIB régional. Les autres problèmes qui doivent plus particulièrement retenir l'attention sont: 1) l'ampleur du chômage dans certains pays, 2) la forte proportion de travailleurs pauvres, surtout dans l'économie informelle (*Tendances mondiales de l'emploi*), 3) la faible capacité d'absorption des secteurs très productifs compte tenu de l'accroissement de la population active et 4) le faible niveau d'instruction par rapport à d'autres régions du monde.

En 2004, la croissance du PIB de la région devrait dépasser 5 pour cent mais, une fois encore, aucune évolution du taux de chômage n'est prévue (tableau 4.1). En l'absence de mesures visant à remplacer la création d'emplois dans l'économie informelle par la création d'emplois productifs dans le secteur structuré, il est peu probable que le nombre de travailleurs pauvres régresse sensiblement.

Selon les prévisions, le taux d'accroissement annuel de la population active de l'Asie du Sud devrait être légèrement supérieur à 2 pour cent de 2003 à 2015, ce qui représente plus de 13 millions de nouveaux actifs par an. Pour réduire de moitié le nombre des travailleurs pauvres de la région - actuellement 220 millions - et le taux de chômage d'ici à 2015, il faudrait que le taux de croissance du PIB soit de 6,2 pour cent par an, c'est-à-dire qu'il augmente de moins d'un point par rapport à son niveau de ces dix dernières années. L'objectif est donc réalisable mais seulement si la région s'attaque aux problèmes indiqués plus haut, qui pèsent sur le marché du travail. La réduction du nombre des travailleurs pauvres stimulerait très probablement la demande intérieure, réduisant ainsi la dépendance de la région envers les marchés extérieurs. En outre, la restructuration des entreprises et du secteur financier doit se poursuivre et la politique de concurrence mérite réflexion. Le rétablissement progressif de la stabilité politique et de la sécurité dans la région donnent des raisons d'espérer des améliorations.

Figure 4.2
Ratio emploi/population, taux de chômage et PIB réel
Asie de l'Est, Asie du Sud et Asie du Sud-Est, 1993-2003



Source: BIT, modèle des tendances mondiales de l'emploi, 2003; voir également les notes techniques.

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Principales caractéristiques des marchés du travail

La situation de l'emploi est restée défavorable en raison de l'insuffisance de la croissance régionale et des faiblesses de la politique du marché du travail de certains pays. Le **taux de chômage** de la région est passé de 11,9 pour cent en 2002 à 12,2 pour cent en 2003 (tableau 5.1). Les taux de chômage varient entre 1 pour cent au Koweït et plus de 25 pour cent en Algérie et dans la Rive occidentale et la Bande de Gaza.

Les économies de la région se caractérisent toujours par une croissance démographique rapide et des taux d'activité relativement bas mais en progression *Tendances mondiales de l'emploi, 2003*, surtout pour les femmes (figure 5.1). Ces deux facteurs expliquent la forte **croissance de la population active**: 3,3 pour cent par an depuis dix ans (tableau 5.1). Ainsi, au cours de cette période, 3,6 millions de personnes sont arrivées chaque année sur le marché du travail (voir encadré 5.1 pour des informations supplémentaires).

Tableau 5.1
Indicateurs du marché du travail et indicateurs économiques
Moyen-Orient et Afrique du Nord, 1993-2004

	Evolution du taux de chômage (en points de pourcentage)	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi/ population (%)		Taux de croissance annuel de la population active (%)		Taux de croissance annuel du PIB (%)	
		1998-2003	1993	2002	2003	2002	2003	2004	1993	2003	1993- 2003	1998- 2003	1993- 2003
Région													
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-0.4	12.1	11.9	12.2	3.2	4.4	4.3	45.4	46.4	3.3	3.1	3.5	3.6
Sous-régions													
Moyen-Orient	0.2	12.0	12.9	13.3	3.3	4.7	4.5	46.6	47.8	3.8	3.5	3.4	3.4
Afrique du Nord	-1.5	12.4	10.3	10.4	2.8	4.0	4.0	44.1	44.4	2.6	2.3	3.8	3.9

Source: [KILM](#) (ICMT, 2003); [LABORSTA](#) (2003); [IMF](#) (FMI, 2003); voir également les notes techniques.

Le nombre de personnes qui travaillent dans l'**agriculture** demeure important mais il a tendance à diminuer *Tendances mondiales de l'emploi, 2003*. L'emploi agricole est dans une large mesure informel, organisé en petites unités familiales. Compte tenu de la très faible productivité des facteurs, des mesures devraient être prises d'urgence pour améliorer l'emploi et le marché du travail dans le secteur rural. Les **marchés du travail urbains** offrent trois types d'emplois: dans l'administration publique, dans les entreprises qui sont en général publiques, et les activités indépendantes du secteur informel.

Dans certaines économies, les problèmes dus au chômage et à la forte proportion de travailleurs pauvres, ont été aggravés par une baisse sensible des salaires réels et de la productivité. Bien que

l'évolution des salaires du secteur informel dans la durée soit peu connue, il est probable que ceux-ci ont diminué du fait de l'amenuisement de la capacité d'absorption de ce secteur (Tendances mondiales de l'emploi, 2003).

Le **taux de chômage des jeunes**, qui est le plus élevé du monde, est l'un des grands maux dont souffre la région. En 2003, 25,6 pour cent des jeunes étaient au chômage. Le taux de chômage des femmes (31,7 pour cent) était beaucoup plus élevé que celui des hommes (22,7 pour cent). Le chômage des jeunes est plus important au Moyen-Orient (27 pour cent) qu'en Afrique du Nord (22,8 pour cent) (Voir le tableau 4 de la vue d'ensemble).

Encadré 5.1

Indigénisation » des marchés du travail: Le cas de l'Arabie saoudite

La montée du chômage et du sous-emploi parmi la population autochtone de la région du Golfe a accéléré la mise en place d'une stratégie d'arabisation du marché du travail: mise en place de programmes de création d'emplois destinés à favoriser la participation des nationaux à la vie économique tout en réduisant le nombre de travailleurs étrangers. Cette stratégie est également motivée par les conséquences de l'immigration sur les équilibres macroéconomiques: le montant des fonds expatriés par les travailleurs étrangers atteindrait aujourd'hui 13 milliards de dollars par an.

Dans son septième plan quinquennal de développement (2000-2004), l'Arabie saoudite a prévu de procurer 817 000 postes à des Saoudiens avant 2005, de telle sorte que le taux d'activité de la population nationale passe à 53,2 pour cent en 2004, contre 44,2 pour cent en 1999. Un peu plus de la moitié de ces postes proviendront du remplacement de travailleurs étrangers et le reste de la création d'emplois, dans les deux cas principalement dans le secteur privé.

Les mesures de « saoudisation » comprennent: l'attribution exclusive de certains postes, du secteur tertiaire surtout, aux Saoudiens; l'adoption en 1995 de la « Résolution no 50 » obligeant les entreprises de plus de 20 salariés à augmenter leurs effectifs saoudiens de 5 pour cent par an; l'octroi d'aides à l'emploi pour les travailleurs saoudiens (par le subventionnement de la formation professionnelle ou des salaires) et la fiscalisation de l'emploi des expatriés (par l'imposition de taxes à la charge de l'employeur ou du travailleur lui-même); et le durcissement des dispositions restreignant l'entrée de travailleurs étrangers dans le pays.

Résultat: De 1983 à 1999, le nombre de Saoudiens travaillant dans la fonction publique a plus que doublé pour atteindre près de 1 million, de même que la proportion de ceux-ci dans le secteur privé, qui est passée de 17,3 pour cent à 37,9 cent. Pour la suite, cependant, il ne faudra pas se concentrer uniquement sur les problèmes structurels liés à l'offre et à la demande de main-d'œuvre dans l'économie saoudienne mais il faudra tenir compte aussi des graves conséquences d'un tel programme pour les travailleurs étrangers et l'économie de leurs pays respectifs.

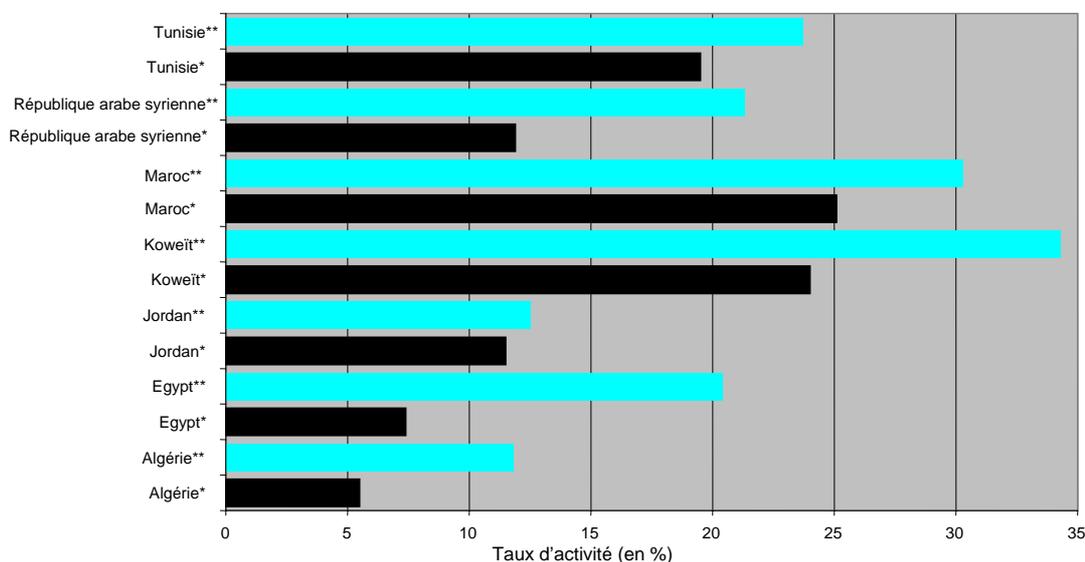
Source: N. Janardan (2003); A.W. Bashir (2003).

Evolution économique récente

La hausse du cours du pétrole, provoquée par la guerre d'Iraq a eu d'importantes conséquences pour la région en 2002-2003. Elle a favorisé les pays exportateurs de pétrole mais a porté préjudice aux autres. Le tourisme, qui n'avait pas encore entièrement retrouvé son volume d'activité d'avant les attentats du 11 septembre, a continué à stagner. Le manque général de confiance dans le secteur privé a persisté. L'Afrique du Nord a été éprouvée par les mauvaises conditions météorologiques de 2002 et la mollesse de la demande européenne a pénalisé les exportations de biens manufacturés de la région. Grâce, dans une large mesure, aux effets positifs du prix du pétrole sur les économies exportatrices, la **croissance** globale de la région - 3,2 pour cent - a été supérieure aux prévisions mais encore inférieure à son niveau de 2001. Et en 2003, grâce à la reprise de l'économie mondiale au deuxième semestre, elle a dépassé 4 pour cent (tableau 5.1).

Les multiples chocs qui ont déstabilisé les économies en proie à la guerre, à des troubles civils, à des sanctions et à l'occupation ont exacerbé le chômage, le sous-emploi et la pauvreté; tel a notamment été le cas en Algérie, à Djibouti, en Iraq, au Liban, en Somalie, au Soudan et dans la Rive occidentale et la Bande de Gaza.

Figure 5.1
Taux d'activité des femmes dans certains pays du Moyen-Orient
et de l'Afrique du Nord, années sélectionnées (%)



Note: * année la plus proche de 1980; ** année la plus proche de 2003

Source: KILM (ICMT) 1 – Taux d'activité, KILM 3^{ème} édition (2003), CD-ROM

Perspectives de l'emploi

En 2004, la reprise du tourisme et de la demande extérieure devrait stimuler la croissance du PIB. Si tel est le cas, la région connaîtra même une croissance supérieure à la moyenne de ces dix dernières années. Certes, un taux de croissance dépassant 4 pour cent est encourageant mais jusqu'ici, il n'a pas eu d'impact déterminant sur le chômage dans la région. Il est donc peu probable qu'il en ait un en 2004 (tableau 5.1).

La population active du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord devrait augmenter de 2,6 pour cent entre 2003 et 2015, ce qui représente 4 millions de nouveaux travailleurs chaque année. Une réforme de la réglementation des échanges commerciaux et un climat plus favorable à l'investissement stimuleraient la croissance et la création d'emplois durables. La région reste très protégée: son important potentiel d'exportation de produits non pétroliers est encore inexploité. L'expansion des échanges commerciaux sera l'un des principaux facteurs de création d'emplois et de croissance. Elle doit aller de pair avec une meilleure gestion des affaires publiques, une plus grande efficacité des institutions publiques et une plus grande transparence des pouvoirs publics.

Pour absorber tous les nouveaux actifs, diviser par deux le taux de chômage et réduire de moitié la proportion de travailleurs pauvres (environ 8 pour cent des personnes qui travaillent), la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a besoin d'une croissance beaucoup plus rapide que celle de ces dix dernières années. En particulier, les jeunes qui entrent dans la vie active ont peu d'espoir de voir leur situation s'améliorer sensiblement dans les années à venir à moins que les politiques économiques et sociales ne soient ciblées sur l'emploi.

Les femmes, qui représentent seulement un tiers de la population active, constituent une immense ressource inexploitée. Elles participeront davantage à la vie économique, et contribueront ainsi à stimuler la croissance économique et la productivité de la région, si les barrières sociales et économiques qui les en empêchent actuellement sont démantelées.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Principales caractéristiques des marchés du travail

En Afrique subsaharienne, avec un **taux de croissance de la population active** qui est de 2,8 pour cent (tableau 6.1), les candidats au nombre très restreint d'emplois du secteur formel sont de plus en plus nombreux. Ceci reste l'un des gros problèmes des marchés du travail.

En outre, dans cette région comme en Asie, aux Caraïbes et dans les économies en transition, les effets du **VIH/SIDA** sur le monde du travail sont extrêmement inquiétants. En plus des autres conséquences tragiques de l'épidémie, le fait que celle-ci empêche la population de travailler compromet durablement le fonctionnement des marchés du travail et la croissance (voir également *Tendances mondiales de l'emploi*, 2003).

Tableau 6.1
Indicateurs du marché du travail et indicateurs économiques
Afrique subsaharienne, 1993-2004

	Evolution du taux de chômage (en points de pourcentage)	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi/ population (%)		Taux de croissance annuel de la population active (%)		Taux de croissance annuel du PIB (%)	
		1998-2003	1993	2002	2003	2002	2003	2004	1993	2003	1993- 2003	1998- 2003	1993- 2003
Région													
Afrique subsaharienne	0.4	11.0	10.8	10.9	3.2	3.6	4.7	65.6	66.0	2.8	2.7	2.9	2.9
Sous-régions													
Afrique de l'Est	0.3	10.3	10.9	11.0	2.2	2.6	6.0	71.5	73.3	3.0	2.9	3.5	2.9
Afrique centrale	-0.5	12.8	9.3	9.4	7.6	5.3	6.7	62.1	61.0	2.0	2.1	1.6	3.4
Afrique australe	6.2	27.1	30.1	31.6	3.0	2.9	3.3	45.7	42.8	2.1	1.5	2.8	2.6
Afrique de l'Ouest	0.0	7.1	6.8	6.7	2.4	4.8	4.7	66.2	66.0	2.9	2.9	3.3	3.2

Source: [KILM](#) (ICMT, 2003); [LABORSTA](#) (2003); [IMF](#) (FMI, 2003); voir également les notes techniques.

Les problèmes du **chômage** et du **sous-emploi** sont essentiellement de nature structurelle. Parmi les personnes qui travaillent, la majorité exerce des activités de survie, peu productives et mal rémunérées dans un **secteur agricole** (largement informel) où prédomine l'agriculture de subsistance et qui se caractérise par un sous-emploi saisonnier. En règle générale, les petits agriculteurs ne gagnent pas de quoi vivre convenablement. La proportion de **travailleurs pauvres** approche 45 pour cent.

Encadré 6.1

Les conséquences de la guerre sur l'emploi: Le cas de l'Angola

Un cessez-le-feu mettant fin à 27 ans de conflit a finalement été signé en avril 2002. Ce conflit, qui a provoqué la mort de 1,5 millions de personnes et le déplacement de 2 à 4 millions d'autres, a détérioré l'emploi pour longtemps.

- La destruction de l'infrastructure (routes, écoles, dispensaires, approvisionnement en eau) annihile en même temps les conditions nécessaires à la création d'emplois. Or la reconstruction des équipements (essentiellement par le personnel de l'Etat) est rendue difficile par le manque de matériaux.
- Les 27 années de conflit ont grevé l'avenir d'une génération entière qui, sans grandes possibilités de développer son potentiel, ne peut aspirer à des emplois décents ni contribuer à la création d'emplois productifs, nécessaire pour remettre l'économie sur pied.
- La plupart des anciens soldats et des familles déplacées sont trop faibles pour voyager. Après des années de vie en brousse, où ils ne s'alimentaient que de racines et d'herbes, beaucoup sont en trop mauvaise santé pour travailler.
- Bien que la grande majorité des 13 millions d'Angolais soient des agriculteurs, peu sont restés sur leurs terres pendant toute la guerre. A leur retour, ils pratiquent une agriculture de subsistance (l'une des rares possibilités de travail) mais manquent de semences et d'outils et sont sous la menace permanente de mines non explosées.
- Par conséquent, plusieurs centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, s'entassent dans des camps de réfugiés installés aux abords des agglomérations. En outre, 470 000 Angolais sont en train de rentrer des pays voisins. Ils n'ont aucun espoir de trouver un emploi qui les mette à l'abri de la pauvreté. Sans une aide efficace de la communauté internationale, une autre génération sera sacrifiée.

Source: Care (2003); Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. (2003).

Le chômage n'a pas régressé dans les premières années du Millénaire. En 2003, le **taux de chômage** moyen était presque le même que celui de 2002, soit 10,8 pour cent (tableau 6.1), ce qui représente 29,7 millions de personnes sans emploi. Et dans les pays victimes de la guerre, l'emploi est durablement détruit (encadré 6.1).

Le **chômage et le sous-emploi des jeunes** sont des problèmes pressants dans presque toute la région. Les taux de chômage des **15-24 ans** sont deux fois plus élevés que ceux du reste de la population active. En période de ralentissement économique, les jeunes risquent davantage de se trouver ou de rester au chômage que les adultes. En 2003, 18,6 millions de jeunes – dont 7,2 millions de femmes – étaient sans emploi, ce qui représente un taux de chômage de 21 pour cent (voir le tableau 4 de la vue d'ensemble).

Dans le domaine de l'**éducation**, l'Afrique subsaharienne progresse très lentement, surtout en ce qui concerne le niveau d'instruction des femmes, mais les taux d'alphabétisation s'améliorent quelque peu depuis les années quatre-vingt. Autre problème: les rares jeunes qui ont suivi des études supérieures ont tendance à quitter la région, faute de débouchés (*Tendances mondiales de l'emploi*, 2003).

Evolution économique récente

L'Afrique subsaharienne est toujours à la traîne des autres régions en développement. Son **PIB réel** a progressé en moyenne de 2,9 pour cent au cours de ces cinq dernières années. Ce taux de croissance a été de 3,2 pour cent en 2002 et de 3,6 pour cent en 2003 (tableau 6.1). Les économies les plus intégrées dans le commerce mondial ont été pénalisées par la lenteur de la reprise et la modicité des cours des produits de base en 2002 et au début de 2003.

En Afrique australe, la progression du PIB s'est un peu ralentie entre 2002 et 2003, le Botswana étant le pays qui a enregistré la plus forte croissance, devant la Namibie. En Afrique du Sud, le déclin s'est poursuivi. L'Afrique de l'Ouest a enregistré un taux de croissance de plus de 4 pour cent en 2003, essentiellement grâce à l'amélioration des résultats du Nigéria, pays dont l'économie pèse lourd dans la

sous-région. La croissance de la sous-région a également été favorisée par l'accélération de l'activité économique en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Libéria. En Afrique de l'Est, le taux de croissance de 2,6 pour cent enregistré en 2003 est dû au rebondissement de la croissance à Madagascar après un recul prononcé en 2002, et à l'amélioration des résultats de l'Erythrée. Au Zimbabwe, la production a accusé une baisse considérable. En Afrique centrale, le ralentissement observé est principalement imputable à la Guinée équatoriale et au Congo (qui avaient tous deux des taux de croissance élevés en 2003) ainsi qu'à l'Angola. Cette sous-région a malgré tout conservé un taux de croissance de 5,3 pour cent (tableau 6.1).

Pour 2004, le taux de croissance de l'ensemble de la région, calculé sur la base des prévisions économiques du FMI (voir les notes techniques) est de 4,7 pour cent. A noter que la Banque mondiale, elle, ne prévoit qu'un taux de 3,5 pour cent (Banque mondiale, 2003). Ces estimations sont en grande partie motivées par les accords de paix en vue, l'augmentation du nombre d'économies africaines qui peuvent prétendre à un allègement de leur dette en vertu de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), la croissance escomptée du monde industrialisé, le projet de création en 2005 de l'union monétaire des six économies d'Afrique de l'Ouest ainsi que l'aide promise par plusieurs économies développées pour lutter contre les groupements extrémistes et décourager les pays africains instables d'offrir l'hospitalité à des terroristes.

Perspectives de l'emploi

Le taux de chômage moyen, qui était de 10,9 pour cent en 2003, devrait reculer légèrement en 2004 (tableau 6.1), principalement grâce à l'accélération prévue de la croissance du PIB mais aussi grâce à la plus grande stabilité politique des économies auparavant en guerre. Les adultes bénéficieront davantage de cette amélioration que les jeunes; ceux-ci risqueront donc toujours au moins deux fois plus que le reste de la population active de se trouver au chômage. Plus de 29 millions d'actifs seront sans emploi et parmi ceux qui en auront un, 110 millions seront des travailleurs pauvres, dans l'incapacité de garantir des conditions de vie décente à leur famille.

A plus longue échéance, la population active de l'Afrique subsaharienne devrait augmenter de 271 millions en 2003 à 366 millions en 2015. Elle croît plus rapidement dans les villes que dans les campagnes. En 2015, près de 50 pour cent de la population active sera dans les villes, ce qui soumettra les marchés du travail urbains à une forte pression. Pour faire face à l'augmentation rapide du nombre de demandeurs d'emplois - puisque le taux de croissance annuel de la population active est estimé à 2,5 pour cent d'ici à 2015 - l'Afrique subsaharienne devrait créer 8 millions d'emplois par an pendant les 12 prochaines années. Et pour réduire de moitié le chômage et le nombre de travailleurs pauvres, il faudrait que le taux de croissance du PIB triple, objectif démesuré pour la plupart des économies.

Malgré des progrès sur la voie du développement économique et de l'amélioration du capital humain, l'Afrique subsaharienne reste la région la plus pauvre du monde et l'avenir ne s'annonce guère brillant, surtout tant que l'épidémie de VIH/SIDA continuera de sévir. Le PIB par habitant est resté pratiquement stationnaire durant les années quatre-vingt-dix et les premières années du Millénaire. Cette situation ne s'améliora qu'avec la création d'emplois productifs pour les chômeurs, les travailleurs sous-employés et les nouveaux arrivés sur le marché du travail (voir également *Tendances mondiales de l'emploi*, 2003).

ECONOMIES EN TRANSITION

Principales caractéristiques des marchés du travail

Le passage à l'économie de marché a eu des répercussions considérables sur les marchés du travail des économies en transition. Depuis la profonde crise engendrée par la transition et la vaste restructuration économique qui a suivi, ces marchés sont en constante évolution. Comme le montraient les *Tendances mondiales de l'emploi, 2003*, le **chômage** est l'un des principaux fléaux de la région et de nombreux travailleurs sont évincés de l'économie formelle (encadré 7.1). Ceux-ci se créent alors une activité parallèle - petit commerce ou autres services - dans l'**économie informelle** (Lubyova, 2003). Mais la situation varie d'un bout à l'autre de la région et plus particulièrement dans les pays en voie d'adhésion à l'UE.

La **population active** de la région dans son ensemble diminue à un rythme annuel de 0,1 pour cent depuis 1993 (tableau 7.1). Elle augmente dans quelques économies seulement et de façon appréciable dans la Communauté des Etats indépendants (CEI). Exclus de la population active, les jeunes ont des taux d'activité inférieurs et des taux de chômage supérieurs à ceux du reste de la population (voir le tableau 4 de la vue d'ensemble).

En outre, la proportion de personnes qui ont un emploi est tombée de 58,8 pour cent en 1993 à 53,5 pour cent en 2003. A noter que les économies de la CEI ont conservé des **ratios emploi/population** plus élevés que les autres économies en transition, probablement parce que le **sous-emploi** y est beaucoup moins répandu.

Le taux de chômage de la région est resté relativement stable, s'établissant à 9,2 pour cent en 2003 contre 9,4 pour cent en 2002, soit un léger déclin qui est perceptible dans les trois sous-régions et qui témoigne d'un raffermissement de la croissance. Le taux de chômage moyen des économies de l'Europe centrale et orientale (ECO) est un peu plus élevé que ceux des autres sous-régions, mais cela tient en partie à la plus grande générosité des régimes sociaux de ces économies (Cazes et Nesporova, 2003). Néanmoins, les taux de la République tchèque, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Slovaquie¹ sont tous inférieurs à la moyenne régionale et sont orientés en baisse depuis le début de la décennie.

Dans toutes les économies en transition, le **chômage des jeunes** demeure très inquiétant: il n'a que très légèrement diminué entre 2002 et 2003, passant de 19,3 à 18,6 pour cent (voir le tableau 4 de la vue d'ensemble). Il prend des proportions gigantesques dans les pays de l'ECO, qui ont les taux de chômage des jeunes les plus élevés d'Europe – situation qui a des raisons d'ordre général, telles que l'indigence de l'offre de travail, mais aussi structurelles, telles que le décalage entre le niveau d'instruction et les qualifications requises, le manque d'information et les entraves à la mobilité (Lubyova, 2003).

¹ Les chiffres du chômage de ces économies proviennent d'enquêtes auprès des ménages, qui donnent des résultats très inférieurs aux chiffres du chômage déclaré.

Tableau 7.1
Indicateurs du marché du travail et indicateurs économiques,
économies en transition, 1993-2004

Région	Evolution du taux de chômage (en points de pourcentage)	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi/ population (%)		Taux de croissance annuel de la population active (%)		Taux de croissance annuel du PIB (%)		
		1998-2003	1993	2002	2003	2002	2003	2004	1993	2003	1993- 2003	1998- 2003	1993- 2003	1998- 2003
		Economies en transition	-1.1	6.3	9.4	9.2	4.1	4.1	4.1	58.8	53.5	-0.1	0.7	0.2	3.8
Sous-régions														
Europe centrale et orientale	3.5	12.6	14.0	13.8	2.8	3.3	4.2	52.9	49.1	-0.1	0.4	3.0	2.9	
Etats baltes	-1.1	4.9	12.6	11.8	5.8	5.3	5.7	62.5	50.8	-1.7	-1.1	2.1	4.5	
Communauté des Etats indépendants	-3.0	3.6	7.4	7.2	4.8	4.4	4.0	61.4	55.6	0.0	0.9	-1.4	4.3	

Source: [KILM](#) (ICMT, 2003); [LABORSTA](#) (2003); [IMF](#) (FMI, 2003); voir également les notes techniques.

Encadré 7.1

Le poids du secteur tertiaire dans la transformation structurelle des économies en transition

La restructuration des secteurs agricole et industriel a eu des répercussions sur le secteur des services. La Table 7.2 montre que ce secteur a pris un essor rapide dans la majorité des pays en transition. Cette évolution s'explique en grande partie par l'accroissement de la demande des consommateurs et des entreprises – plus marqué en Europe centrale et dans les pays baltes que dans la plupart des autres économies en transition. L'autre explication de cet essor (et du recul concomitant de l'industrie) réside dans l'externalisation de services auparavant assurés par les entreprises industrielles elles-mêmes: recherche-développement, transport, restauration, loisirs et formation, par exemple.

Le secteur tertiaire s'est dans une certaine mesure développé par le biais du travail indépendant, du fait de la pénurie d'emplois salariés décentes dans d'autres secteurs. Une partie de ce travail indépendant est informel, les gains qu'il procure n'étant pas déclarés au fisc. Ainsi, les emplois créés dans le secteur des services se situent aux deux extrémités du spectre du travail décent. Les services financiers, les services aux entreprises et l'administration publique, qui se sont tous développés à un rythme accéléré dans les années quatre-vingt-dix et qui exigent des qualifications poussées, comptent parmi les mieux rémunérés à l'échelle de l'économie nationale. En revanche, dans la distribution, les services aux personnes et les services domestiques, la qualité des emplois laisse à désirer tant sur les plans de la stabilité et de la sécurité que sur ceux de la rémunération et des conditions de travail.

Les services d'appui à la production ont connu un véritable essor pendant la période de transition et certains ont de l'avenir. Tel est le cas de la recherche-développement, malgré sa dégringolade temporaire des années quatre-vingt-dix pour cause d'impécuniosité des entreprises et de l'Etat. Compte tenu de l'évolution du marché du travail et du vieillissement de la population, l'éducation des adultes, les services sociaux et les services de santé devraient aussi prendre de l'ampleur. La progression des services aux personnes dépendra de l'augmentation des revenus des individus. Enfin, une expansion relative de l'administration publique et de la police est prévisible.

Source: Cazes et Nesporova, (2003).

Evolution économique récente

La **croissance annuelle** insignifiante observée entre 1993 et 2003 à l'échelle de la région, masque d'importants écarts entre les sous-régions. Ainsi, elle a été vigoureuse dans les économies de l'ECO et des Etats baltes, où elle a progressé respectivement de 3 et 2,1 pour cent, tandis qu'elle a reculé de 1,4 pour cent dans les pays de la CEI. Ce recul de la croissance dans les économies de la CEI est imputable à la chute brutale de la production, causée au début des années quatre-vingt-dix par l'effondrement de l'Union soviétique et qui a eu un impact plus prononcé dans cette sous-région.

Depuis 1988, la reprise des exportations et de la consommation intérieure a stimulé la production dans la région (FMI, 2003), ralentissant le déclin de la population active. Le PIB de la Russie a fortement augmenté entre 1998 et 2003, ce qui revêt une importance particulière pour les économies de la CEI. Cette stabilisation a eu des effets salutaires sur le taux de chômage de certains pays, parmi lesquels ceux de la CEI et les Etats baltes où ils ont reculé respectivement de 1,1 et 3 pour cent depuis 1988.

Tableau 7.2
Répartition sectorielle de l'emploi dans certaines économies en transition
1990 et 2001 (en pourcentage)

Country	1990			2001		
	Agriculture	Industrie	Services	Agriculture	Industrie	Services
Arménie ¹	17.7	30.4	38.3	44.4	14.1	37.2
Azerbaïdjan	30.9	22.9	31.1	40.0	10.8	49.3
Bulgarie	18.5	44.2	37.3	26.3	27.6	46.0
République tchèque	12.3	45.5	42.2	4.8	40.4	54.8
Estonie	21.0	36.8	41.8	6.9	33.0	60.1
Hongrie ²	8.7	33.0	58.1	6.2	34.7	58.9
Kazakhstan ³	22.3	31.5	40.7	22.0	18.3	59.8
Kirghizistan ³	32.7	27.9	39.4	52.4	11.6	36.1
Lettonie	17.4	37.4	45.2	15.0	25.6	59.4
Pologne	25.2	37.0	35.8	19.1	30.5	50.4
Roumanie	29.1	43.5	27.4	42.3	26.2	31.5
Fédération de Russie ³	13.9	40.2	45.6	11.8	29.4	58.8
Slovaquie ²	10.1	39.6	50.0	6.1	37.6	56.2
Slovénie ⁴	10.7	44.1	45.1	9.8	38.1	50.8

Notes: ¹ 2000, ² 1994, ³ 1999, ⁴ 1994. La somme des pourcentages de chaque secteur n'atteint pas 100% parce que la définition de certains secteurs n'est pas « adéquate ».

Source: KILM (ICMT) 4a - Emploi par secteur, [KILM](#) 3^{ème} édition, 2003.: ¹ 2000; ² 1994; ³ 1999; ⁴ 1994.

Perspectives de l'emploi

La croissance du PIB devrait se poursuivre en 2004, ce qui favorisera la stabilisation du marché du travail. A ce rythme, le nombre des travailleurs pauvres pourrait être réduit d'ici à 2015. Toutefois, la réalisation de ces projections dépend dans une large mesure de l'évolution de la production dans l'Union européenne, de la stabilité politique de la région (en particulier dans les économies de la CEI) et du contenu en emplois de la croissance.

Certains pays ont pris des mesures pour rapprocher le plus possible leur taux d'emploi de 70 pour cent d'ici à 2010², conformément à l'objectif fixé par l'Union européenne. La tâche sera particulièrement difficile pour les économies en transition, où l'emploi a fortement diminué au cours de la décennie – 7 millions d'emplois ont disparu entre 1993 et 2003 – et où les taux de chômage des jeunes sont élevés. Dans certains pays de la CEI, la part des jeunes dans la population atteint 39 pour cent (IDM, 2003), ce qui laisse prévoir l'arrivée d'importantes cohortes sur le marché du travail dans les dix années à venir. Or étant donné que le chômage des jeunes est déjà préoccupant aujourd'hui, ces pays devront prendre des mesures sérieuses pour s'y attaquer (Lubyova, 2003).

Malgré des prévisions relativement optimistes pour l'emploi, l'épidémie de VIH/SIDA pourrait avoir à long terme de graves conséquences sociales et économiques en Ukraine et en Russie, pays où le nombre de personnes séropositives augmente le plus rapidement à l'échelle mondiale. Des études ont montré que, si elle n'est pas maîtrisée, la propagation du VIH fera baisser chaque année le taux de croissance de la Russie d'un demi-point jusqu'en 2010 et d'un point entier d'ici à 2020 (Rühl et coll., 2002), compliquant encore la tâche des décideurs de la région.

² Cet objectif s'applique seulement aux économies en voie d'adhésion à l'Union européenne

ECONOMIES INDUSTRIALISEES

Principales caractéristiques des marchés du travail

Les marchés du travail des économies industrialisées diffèrent non seulement sur le plan des institutions, mais aussi pour ce qui est de la structure et de la composition de la population active..

Le **taux de chômage** moyen de la région a fléchi de 0,1 pour cent depuis 1998, ce qui résulte principalement d'une légère amélioration enregistrée sur les principaux marchés du travail européens depuis le ralentissement économique (encadré 8.1). En outre, la **population active** et la proportion de personnes ayant un emploi ont tendance à augmenter dans toute la région.

De 1993 à 2003, la population active a progressé de 0,8 pour cent par an et le **ratio emploi/population** est passé de 55,4 à 56,1 pour cent (tableau 8.1).¹ Dans les économies où ce ratio a augmenté, ce sont surtout les femmes, et aussi dans une moindre mesure les personnes âgées, qui ont bénéficié de l'amélioration de l'emploi. En revanche, la proportion de jeunes qui ont un travail a diminué (OCDE, 2003).²

Dans la sous-région des principales économies européennes, la **population active** a augmenté de 0,6 pour cent par an entre 1993 et 2003, soit un peu moins que la moyenne régionale. Durant la même période, le **ratio emploi/population** s'est amélioré, passant de 50,3 à 51,2 pour cent, soit une augmentation de 0,9 point ou de 16 millions de personnes employées. Ces données varient grandement au sein de l'UE. Par exemple, dans les économies scandinaves (Danemark, Islande, Finlande, Norvège et Suède), en Suisse et aux Pays-Bas, la proportion de personnes qui ont un emploi dépasse 60 pour cent, alors que dans les économies de l'Europe du Sud comme l'Italie, la Turquie et la Grèce, cette proportion est inférieure à 45 pour cent. Un tel écart s'explique en grande partie par le fait que, dans les économies scandinaves, le **taux d'emploi des femmes** est presque le double de celui de l'Europe du Sud.

Dans la sous-région des principales économies non européennes, la croissance de la population active a été de 1 pour cent par an en raison d'une forte croissance démographique et de l'entrée dans la vie active d'une plus grande proportion de **jeunes**. Les taux de croissance annuels de la population active ont dépassé 1 pour cent en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande et aux Etats-Unis mais ils ont été beaucoup plus bas au Japon. Les ratios emploi/population de ces économies sont passés de 60,6 pour cent en 1993 à 60,9 pour cent en 2003, soit une augmentation de 0,3 pour cent ou 23 millions de travailleurs supplémentaires.

La **situation de l'emploi** n'a pas bougé depuis la publication des *Tendances mondiales de l'Emploi*, 2003. A l'échelle de la région, le marché du travail ne s'est guère amélioré à cause de la mollesse de la croissance, le **taux de chômage** moyen demeurant stable, à 6,8 pour cent, en 2003. Dans les principales économies européennes, le taux de chômage était toujours de 7,9 pour cent en 2003, et dans les grandes économies non européennes, il a légèrement augmenté, passant de 5,8 pour cent en 2002 à 5,9 pour cent en 2003. Les **taux de chômage des jeunes**, toujours beaucoup plus élevés que les taux globaux, sont eux aussi restés stationnaires (voir le tableau 4 de la vue d'ensemble).

¹ Le ratio emploi/population mesure, pour un pays donné, la proportion de la population (de plus de 15 ans) qui a un emploi; il constitue de ce fait un bon indicateur du potentiel de création d'emplois de ce pays.

² Selon cette étude, le recul est en partie dû à l'augmentation de la proportion de jeunes qui faisaient des études et par conséquent, ne témoigne pas forcément d'une aggravation de la situation des jeunes sur le marché du travail.

Tableau 8.1
Indicateurs du marché du travail et indicateurs économiques
Economies industrialisées, 1993-2004

	Evolution du taux de chômage (en points de pourcentage)	Taux de chômage (%)			Taux de croissance du PIB (%)			Ratio emploi/ population (%)		Taux de croissance annuel de la population active (%)		Taux de croissance annuel du PIB (%)		
		1998-2003	1993	2002	2003	2002	2003	2004	1993	2003	1993- 2003	1998- 2003	1993- 2003	1998- 2003
		Région												
Economies industrialisées	-0.1	8.0	6.8	6.8	1.7	1.8	2.8	55.4	56.1	0.8	0.6	2.5	2.3	
Sous-régions														
Principales économies européennes	-1.4	10.2	7.9	7.9	1.3	1.5	2.5	50.3	51.2	0.6	0.5	2.1	2.2	
Principales économies non européennes	1.1	6.1	5.8	5.9	2.1	2.0	3.0	60.6	60.9	1.0	0.7	2.7	2.4	
Autres économies européennes	0.6	3.2	4.3	4.4	2.2	2.4	4.0	55.1	55.3	1.6	1.8	3.8	3.6	

Source: [KILM](#) (ICMT, 2003); [LABORSTA](#) (2003); [IMF](#) (FMI, 2003); voir également les notes techniques.

Evolution économique récente

Dans l'ensemble, les économies industrialisées se remettent très lentement du ralentissement économique mondial. La **croissance annuelle du PIB** n'a guère progressé: de 1,7 pour cent en 2002 à 1,8 pour cent en 2003. Cette croissance varie selon les sous-régions, le taux des principales économies non européennes étant plus élevé – 2 pour cent en 2003 – principalement grâce aux bons résultats du Japon. Celui des principales économies européennes a été de 1,5 pour cent en raison de la médiocrité des résultats enregistrés par la France et l'Allemagne et aussi par des pays moins grands comme le Portugal.

Encadré 8.1

Comportement de l'emploi pendant la récession de 1999-2002 Economies européennes et Etats-Unis

L'analyse des indicateurs montre que le marché du travail des Etats-Unis et ceux de l'Europe ont réagi différemment au récent ralentissement économique mondial. Cette différence pourrait s'expliquer en partie par le fait que ces marchés du travail ne présentent pas le même degré de flexibilité et par la divergence d'opinions sur la question de l'intervention des pouvoirs publics. Pendant la période 1999-2002, les Etats-Unis ont vu leur taux de chômage augmenter et leur ratio emploi/population diminuer alors qu'en Europe, la France, le Royaume-Uni, la Belgique et l'Irlande se sont trouvés dans la situation inverse (figure 8.1). Il est intéressant d'observer que dans les économies européennes, la croissance de l'emploi enregistrée au cours de la décennie écoulée est dans une large mesure imputable à un essor du travail à temps partiel et du travail temporaire alors qu'aux Etats-Unis, la majorité des emplois créés durant cette période étaient des emplois permanents à plein temps (OCDE, 2003). Cette observation donne à penser qu'il existe une corrélation négative entre la croissance de l'emploi et les formes de travail traditionnelles.

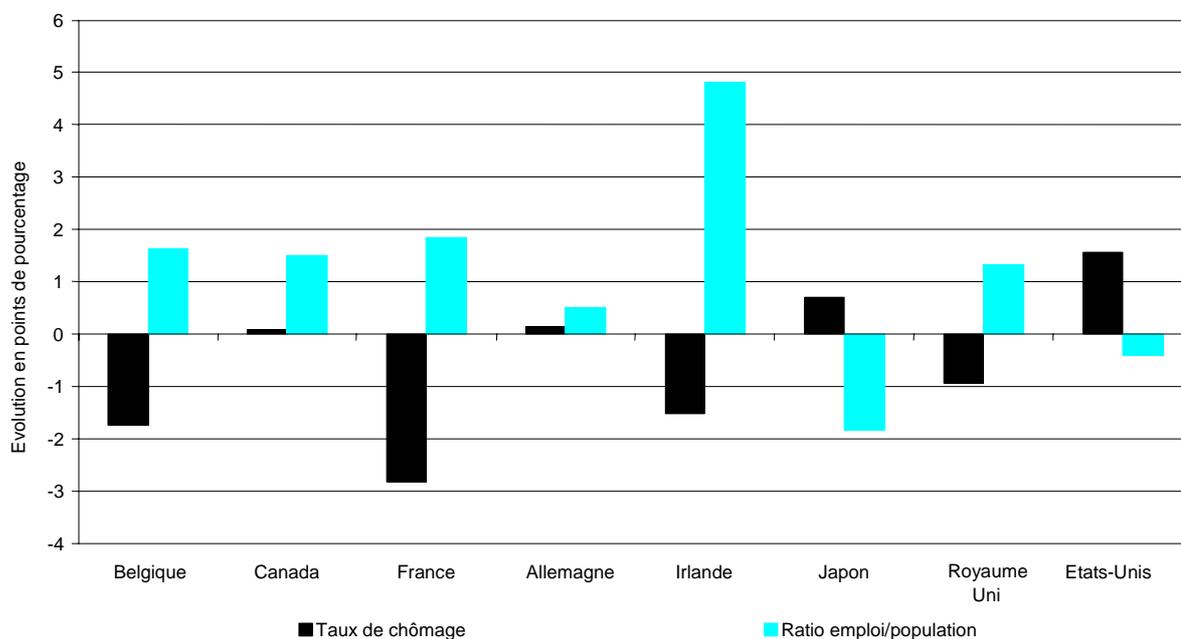
Perspectives de l'emploi

Pour 2004, les prévisions sont modérément optimistes – la croissance du PIB devrait se raffermir dans toute la région, grâce à quoi les entreprises devraient retrouver la confiance nécessaire pour augmenter leurs effectifs. La bonne tenue des marchés du travail européens pendant la récession donne également à penser que l'accroissement de la production sera favorable à l'emploi.

A longue échéance, la structure démographique influera sur la composition de la population active des économies industrialisées. En effet, la part relative de la population de 65 ans et plus augmentera sensiblement, ce qui fera peser une lourde charge sur les régimes nationaux de sécurité sociale et obligera les travailleurs à cotiser davantage pour conserver les prestations. Les mesures prises, surtout en Europe, pour accroître les taux d'activité et plus particulièrement ceux des catégories vulnérables (jeunes, femmes et travailleurs âgés), semblent avoir donné de bons résultats, puisque les ratios emploi/population augmentent peu à peu (encadré 8.1).

Les principales économies non européennes, où l'âge moyen de la population est plus bas et où les taux de fécondité sont plus élevés qu'en Europe, doivent offrir des débouchés à une population qui augmente et faire en sorte que la forte croissance de la production soit génératrice d'emplois. Les Etats-Unis, où le nombre des nouveaux actifs est de 2 millions en moyenne depuis 1999, ont besoin d'une croissance de l'emploi plus soutenue que ne le laissent entrevoir les chiffres récents. Pour y parvenir, ils ne pourront se contenter de pourvoir les postes rendus vacants par la récession mais devront innover et conquérir de nouveaux marchés.

Figure 8.1
Evolution des ratios emploi/population et des taux de chômage
de certaines économies industrialisées, 1999-2002



Source: KILM (ICMT) 2 – Ratio emploi/population et KILM (ICMT) 8 – Chômage, KILM (ICMT) 3^{ème} édition (2003), CD-ROM.

Notes techniques¹

Pour prévoir l'évolution des marchés du travail aux plans mondial et régional, il faut établir des corrélations statistiques entre les indicateurs de chaque marché du travail et le contexte macroéconomique. En gros, trois types de renseignements sont nécessaires: les estimations de la population active et les taux d'activité, les taux de chômage et les données macroéconomiques. Les chiffres de la population active sont tirés des Estimations et projections de la population active² du BIT et les taux de chômage des *Indicateurs clés du marché du travail* (KILM)³ du BIT. Les données macroéconomiques proviennent des Perspectives de l'économie mondiale 2003⁴ du FMI et des *Indicateurs du développement dans le monde 2003*⁵ de la Banque mondiale.

D'emblée, les chiffres du chômage ont posé trois problèmes. Premièrement, les données transmises par les pays ne sont pas toujours suffisamment détaillées pour permettre une analyse⁶. Deuxièmement, un nombre considérable de pays n'ont fourni aucun chiffre⁷. Troisièmement, même dans les cas où l'on dispose d'un jeu complet de données, la question de l'hétérogénéité reste posée - non seulement en raison de la spécificité de chaque marché du travail mais aussi en raison du mode de collecte et de traitement des données brutes⁸. Pour que les résultats de l'analyse représentent correctement la situation des marchés du travail à l'échelle mondiale, il fallait résoudre ces problèmes.

On a commencé par régler la question de l'imprécision des renseignements concernant les composantes secondaires du chômage dans le groupe de pays qui ont fourni des données. Pour faire ceci, la méthode suivante a été appliquée:

- 1) Un jeu de données témoin portant sur une dizaine d'années a été constitué pour chaque pays. Si l'information sur la composition du chômage manquait pour quelques années seulement, celle qui existait pour des années complètes a été utilisée pour combler les vides. Plus précisément, pour la ou les années à l'étude, la médiane des ratios des différentes composantes secondaires du chômage par rapport au chômage total a été utilisée pour imputer des valeurs aux années pour lesquelles les données n'étaient pas disponibles.
- 2) Lorsque l'information sur les composantes secondaires faisait défaut pour toutes les années (mais que les statistiques du chômage total existaient), les vides ont été comblés selon la même méthode mais en calculant les ratios par région et sous-région. De cette façon, le taux de réponse pour les composantes secondaires est passé de 30,9 à 54,0 pour cent.

La question des pays manquants et de la non-représentativité de l'échantillon a été traitée comme suit: en utilisant la même notation que Horowitz et Manski (1998)⁹, chaque pays de la base de données ICMT peut être caractérisé par une valeur de (y, x, w, z) , $y \in Y$ étant le résultat recherché (taux de chômage), $x \in X$ et $w \in W$ des vecteurs covariants qui déterminent respectivement la valeur du résultat et la probabilité que le résultat soit donné et z une variable binaire indiquant la non-réponse. La question centrale était celle de l'estimation des espérances conditionnelles pour des taux de chômage du type $E[g(y)|x \in A]$ où $g(\cdot)$ est une fonction spécifiée en valeur réelle du résultat y et A est un ensemble spécifié de valeurs des covariants x (taux de croissance observés et prévus du PIB et effets fixes propres au pays). Admettons que $z = 1$ indique que (y, x) est observé et $z=0$ que

¹ Pour des précisions, voir Crespi, G. (à paraître): *Imputation, estimation and prediction of unemployment rates using the Key Indicators of the Labour Market (KILM) Data set: Methodology and results*, Employment Paper (Genève, BIT).

² Base de données du BIT contenant des estimations et projections de la population active (cinquième série) pour tous les pays et territoires comptant plus de 100 000 habitants à la fin du premier semestre 2000. Voir en ligne: (<http://laborsta.ilo.org>).

³ BIT, 2003: *Key Indicators of the Labour Market (KILM)*, 3^e édition, CD-ROM. Pour cette troisième édition, complètement révisée et mise à jour, le BIT a apporté un soin particulier à la sélection et à l'actualisation des indicateurs de tendance des marchés du travail. Elle compare les données concernant 240 pays et territoires. (<http://www.ilo.org/kilm>)

⁴ (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2003/01/data/index.htm>)

⁵ (<http://www.worldbank.org/data/wdi2003/>)

⁶ Il fallait non seulement connaître le taux de chômage global mais aussi disposer de données sur chacun des éléments qui composent ce taux, par sexe et âge (deux groupes d'âge ont été utilisés: travailleurs jeunes - moins de 25 ans - travailleurs adultes - plus de 25 ans).

⁷ Le taux de réponse est de 50 pour cent pour le chômage total et de 30 pour cent seulement pour certaines composantes secondaires.

⁸ Certains pays fournissent des données provenant d'enquêtes sur les ménages ou de recensements tandis que d'autres donnent des chiffres qui émanent des bureaux de placement publics. Certaines statistiques se rapportent à la population active totale et d'autres à la population active civile.

⁹ Horowitz, J.; Manski, C. 1998: "Censoring of outcomes and regressors due to survey non response: Identification and estimation using weights and imputations", *Journal of Econometrics* 84, 37-58.

les données sur y manquent. Le vecteur covariant w , qui est toujours observé, sert à équilibrer l'échantillon en générant des pondérations. Ces covariants englobent toute une série de caractéristiques nationales telles que la croissance économique, le PIB par habitant, la population et l'appartenance au programme PPTE¹⁰ ainsi que des années fictives. Plus précisément, des pondérations ont été calculées à l'aide d'une régression logistique et définies comme $s(w) = P(z=1) / P(z=1|w)$. Les pondérations représentent le rapport entre la proportion d'observations non manquantes dans l'échantillon et la probabilité de réponse associée à chaque pays. Ainsi, le poids des pays « fournisseurs de données » qui ressemblent le plus aux pays « muets » est accentué et celui des pays qui sont très différents est diminué, ce qui rapproche l'échantillon pondéré du schéma démographique théorique. Après avoir calculé les pondérations, les résultats recherchés $E[g(y)|x \in A]$ sont estimés par la moyenne pondérée $(1/N) \sum_{i \in N} s(w_i)g(y_i)$.

Le problème de l'hétérogénéité des différents pays a été résolu de la façon suivante: des régressions ont été effectuées sur les données témoin à l'aide de la méthode des effets fixes en pondérant l'échantillon des pays fournisseurs de données pour tenir compte du biais de non-réponse. Ce modèle a été utilisé pour prévoir la situation à venir du marché du travail de chaque pays ayant fourni des données. Pour les pays qui n'ont pas fourni de données, l'indicateur manquant du marché du travail a été imputé en utilisant les données relatives à la conjoncture économique, l'élasticité du chômage par rapport à la croissance découlant du modèle et un effet fixe « arbitraire » égal à la moyenne pondérée des effets fixes des pays fournisseurs de données. Le nouveau jeu de données ainsi obtenu a été utilisé pour créer les agrégats sous-régionaux et régionaux¹¹. Tous les modèles ont été estimés au niveau sous-régional.

Toutes les estimations relatives aux travailleurs pauvres sont basées sur le modèle décrit dans Berger et Harasty (2002)¹² et sur la définition des travailleurs pauvres présentée dans Majid (2001)¹³. Dans ce modèle, le taux de croissance estimé nécessaire pour réduire de moitié le chômage et les travailleurs pauvres dans un pays donné dépend 1) du taux de chômage, 2) du taux de pauvreté laborieuse, 3) de la croissance projetée de la population active et 4) de l'élasticité de l'emploi par rapport au PIB de ce pays. Les estimations du nombre de travailleurs pauvres se fondent sur les chiffres de la Banque mondiale concernant les personnes qui vivent avec moins d'un dollar des Etats-Unis par jour¹⁴.

Les écarts entre les estimations les plus récentes des taux de croissance nécessaires pour réduire de moitié le chômage et la pauvreté laborieuse et celles qui sont présentées dans Berger et Harasty (2002) résultent de 1) l'utilisation des données actualisées du BIT sur le chômage et la population active, 2) l'utilisation d'une source différente¹⁵ pour les données sur le PIB, 3) la prolongation de la période de prévision de 2010 à 2015 et 4) les différences dans les élasticités estimées de l'emploi par rapport au PIB qui découlent de ces trois modifications du jeu de données¹⁶.

Enfin, les taux de croissance régionaux et sous-régionaux du PIB calculés dans les tableaux des Tendances mondiales de l'emploi représentent la moyenne pondérée des taux de croissance nationaux du PIB, les chiffres pondérés représentant la part du PIB national ajustée en fonction de la parité du pouvoir d'achat dans le PIB global.

¹⁰ Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, voir (<http://www.worldbank.org/hipc/about/about.html>.)

¹¹ Les erreurs types ont aussi été calculées. Mais elles sont sous-estimées parce qu'elles ne tiennent pas compte de l'incertitude associée à l'estimation des effets fixes.

¹² Berger, S.; Harasty, C. 2002: *World and regional employment prospects: Halving the world's poor by 2010*, Employment Paper 2002/38. (Genève, BIT).

¹³ Majid, N. 2001: *The size of the working poor population in developing countries*, Employment Paper 2002/16 (Genève, BIT).

¹⁴ Banque mondiale. 2003: *Indicateurs du développement dans le monde 2003* (Washington).

¹⁵ Les projections actuelles se fondent sur les chiffres du PIB tirés de la base de données du FMI pour les *Perspectives de l'économie mondiale 2003*. Les précédentes étaient basées sur les *Indicateurs de développement dans le monde 2002* de la Banque mondiale.

¹⁶ Pour des résultats détaillés sur la pauvreté laborieuse et des renseignements complémentaires sur la méthode, voir Kapsos, S. (à paraître): *Estimating growth requirements for reducing working poverty: Can the world halve working poverty by 2015?*, Employment Paper (Genève, BIT).

¹⁸ ILO database on estimates and projections of the economically active population (fifth round) for all countries and territories with a population of over 100,000 at mid-year 2000. Available online at (<http://laborsta.ilo.org>).

¹⁹ ILO, 2003. *Key Indicators of the Labour Market (KILM) 3rd edition*, CD-ROM. The 3rd edition, fully revised and updated, reflects an effort by the ILO to select and refine indicators of global labour trends and contains comparative data from some 240 countries and territories worldwide (<http://www.ilo.org/kilm>).

²⁰ (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2003/02/data/index.htm>).

²¹ (<http://www.worldbank.org/data/wdi2003/>).

²² Information was required not only for the total unemployment rates but also for each one of its micro-components according to sex and age (two different age categories were used: youth workers younger than 25 and adult workers older than 25).

²³ Response rate for the total unemployment rate is about 50 per cent; for some sub-components it is only about 30 per cent.

²⁴ Some countries report information coming from household surveys or population censuses, while other countries report information from official employment agencies. Some refer to the total labour force, others only to the civil labour force.

²⁵ Horowitz, J. and Manski, C. 1998. "Censoring of outcomes and regressors due to survey nonresponse: Identification and estimation using weights and imputations", *Journal of Econometrics* No. 84, pp. 37-58.

²⁶ Debt initiative for Heavily Indebted Poor Countries (HIPC), see (<http://www.worldbank.org/hipc/about/about.html>).

²⁷ The standard errors were also computed. However, the same ones are underestimated because they do not consider the uncertainty associated with the estimation of the fixed effects.

²⁸ Berger, S.; Harasty, C. 2002. "World and regional employment prospects: Halving the world's poor by 2010", Employment Paper 2002/38. Geneva, ILO.

²⁹ Majid, N. 2001. "The size of the working poor population in developing countries", Employment Paper 2002/16. Geneva, ILO.

³⁰ World Bank (2003). *World Development Indicators 2003(WDI)*. Washington, DC.

³¹ The current projections use GDP figures from the IMF's *World Economic Outlook 2003* database. Previous projections were based on World Bank, *World Development Indicators 2002* figures.

³² For detailed working poverty results and further methodological information see Kapsos, S. (forthcoming), "Estimating growth requirements for reducing working poverty: Can the world halve working poverty by 2015?", Employment Paper, Geneva, ILO.

Références

- Banque mondiale. 2003a. *China Brief. Economic Achievements and Current Challenges*. Washington, DC (http://www.worldbank.org.cn/English/Overview/overview_brief.htm).
- . 2003b. *Perspectives économiques mondiales 2003*. Washington, DC (<http://www.worldbank.org/prospects/gep2003/>).
- BAsD. 2003. *Asian Development Outlook 2003 et Update 2003*. Manille (<http://www.adb.org/Documents/Books/ADO/2003/default.asp>).
- Bashir A.W. 2003. “Women and saudization” (<http://www.arabnews.com>).
- Berger, S.; Harasty, C. 2002: “World and regional employment prospects: Halving the world’s working poor by 2010”. Employment Paper 2002/38. Genève, BIT (<http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/download/ep38.pdf>).
- BIT, 2003. *Agenda global pour l’emploi*. Genève (<http://www.ilo.org/public/english/employment/empframe/practice/index.htm>).
- . A paraître. *Rapport sur l’emploi dans le monde*. Genève
- CARE. 2003. “Victims of war: Angola” (http://www.careinternational.org.uk/news/what_do_care_think/reports/victims_of_war/angola.htm).
- Cazes, S.; Nesporova, A. 2003. *Labour markets in transition: Balancing flexibility and security in Central and Eastern Europe*. Genève, BIT.
- CNUCED. 2003. *World Investment Report*. Genève (<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=3785&intItemID=1397&lang=1>).
- Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique. 2003. *Rapport économique sur l’Afrique 2003* (http://www.uneca.org/fr/fr_main.htm).
- Commission des Nations Unies pour l’Europe. 2003. *Economic Survey of Europe*, n° 1. New York et Genève (<http://www.unece.org/ead/survey.htm>).
- Conseil mondial du tourisme et des voyages. 2003. *China, Hong Kong, Singapore and Viet Nam (separate issues): Special SARS Analysis, Impact on Travel and Tourism*. Londres (<http://www.wttc.org/>).
- Crespi, G. A paraître. “Imputation, estimation and prediction of unemployment rates using the Key Indicators of the Labour Market (KILM) data set: Methodology and results”. Employment Paper. Genève, BIT.
- FMI, 2003. *World Economic Outlook*. Septembre. Washington, DC (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2003/02/index.htm>).
- Horowitz, J.; Manski, C. 1998: “Censoring of outcomes and regressors due to survey nonresponse: Identification and estimation using weights and imputations”, *Journal of Econometrics* n° 84, pp.37-58.
- Janardan, N. 2003. “Nationalisation drive reflects job woes in Saudi Arabia”. *Terraviva UN Journal*, vol. 11, n° 19, p.3.
- Kapsos, S. A paraître. “Estimating growth requirements for reducing working poverty: Can the world halve working poverty by 2015”. Employment Paper. Genève, BIT.
- KILM. 2003: *Indicateurs clés du marché du travail, (ICMT), 3^{ème} édition*. CD-ROM, Genève, BIT (<http://www.ilo.org/kilm>).
- LABORSTA. 2003. LABPROJ, *Population active 1950-2010, base de données du BIT contenant des estimations et projections de la population active (cinquième série) pour tous les pays et territoires comptant plus de 100 000 habitants à la fin du premier semestre 2000*. Genève, BIT (<http://laborsta.ilo.org>).
- Lubyova, M. 2003. “Youth employment and employability in the CIS” (doc. polycopié) Genève, BIT.
- Majid, N. 2001: “The size of the working poor population in developing countries”. Employment Paper 2002/16. Genève, BIT (<http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/publ/ep01-16.htm>).
- OCDE. 2003. *Perspectives de l’emploi de L’OCDE*. Paris (http://www.oecd.org/document/43/0,2340,fr_2649_34731_14554539_1_1_1_1,00.html).

- OMC. 2003. *Statistiques du commerce international*. Genève
(http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2003_f/its03_toc_f.htm).
- Rühl, C.; Pokrovsky, V. et Vinogradov, V. 2002. "The economic consequences of HIV in Russia"
(<http://www.worldbank.org/ru/ECA/Russia.nsf/0/56435B1EA108E164C3256CD1003FBE54>).
- Tendances mondiales de l'emploi, 2003*. Genève, BIT
(<http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/global.htm>).
- UNESCO. 2003. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/4*. Paris
(<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/132550f.pdf>).
- WDI (World Development Indicators). 2003. World Bank, Washington, DC
(<http://www.worldbank.org/data/wdi2003/>).